



JEUDI 29 OCTOBRE 2020

MON RÊVE à moi c'est de connaître le plus possible la réalité et non d'atteindre l'impossible.

Jean-Pierre

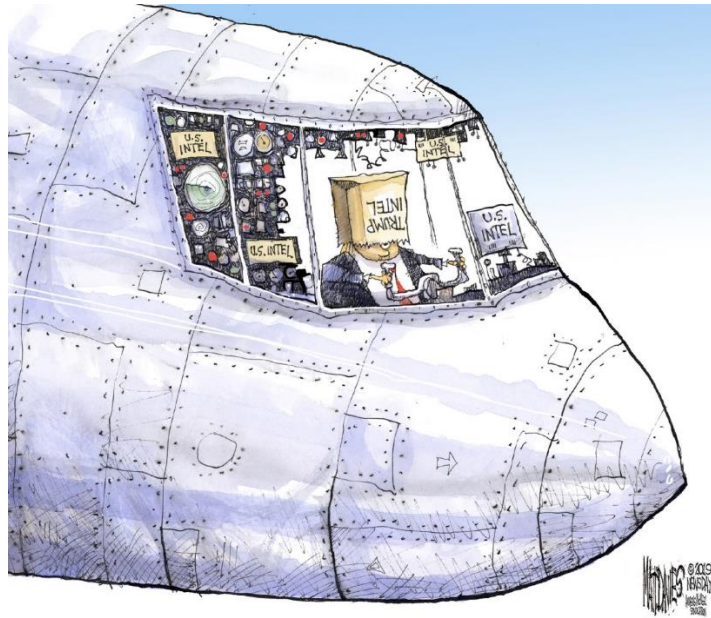
- ▶ **Voler en aveugle : L'ignorance du risque nous conduit à l'échec systémique** (Charles Hugh Smith) p.1
- ▶ **Etats-Unis : la chance a tourné (1/2)** (Charles Hugh Smith) p.5
- ▶ **Donald Trump et l'argent** (Bill Bonner) p.7
- ▶ **Le "grand dénouement" est-il sur nous ?** p.10
- ▶ **L'effondrement de la civilisation et les «vraies affaires»** p.12
- ▶ **Trois choses que les Américains font pour se préparer au chaos électoral, à une nouvelle flambée de coronavirus et à l'aggravation des problèmes économiques** (Michael Snyder) p.14
- ▶ **Près de 230 000 tonnes de plastique jetées chaque année dans la Méditerranée** p.17
- ▶ **Mettre en pause le jeu de la croissance** p.18
- ▶ **L'obsession de l'énergie éolienne et solaire peu fiable devient le pacte de suicide économique de la civilisation occidentale** p.21
- ▶ **Les villes chinoises qui s'affaissent** p.25
- ▶ **États-Unis : le nombre de foyers ayant du mal à se nourrir a explosé avec la crise sanitaire** p.28

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Le monde n'a aucune chance d'aller de l'avant et de voir la croissance repartir avant que le système financier actuel ne s'effondre.** p.32
- ▶ **Soit les banques centrales imprimeront des quantités illimitées d'argent, ou bien les banques feront faillite.** p.33
- ▶ **La création de crédit mène à la dévaluation de la monnaie et, en termes réels, il n'y a pas de vraie croissance.** p.33
- ▶ **La destruction monétaire est la norme historique. Aucune monnaie papier n'a jamais survécu !!** p.34
- ▶ **Les entreprises de médias sociaux ne sont pas les gentils. Elles ne sont pas non plus des monopoles.** (Ryan McMaken) p.35
- ▶ **« Confinement 2. Préparez le PQ et les raviolis ! »** (Charles Sannat) p.39
- ▶ **Pourquoi l'inflation réelle risque d'exploser** (Philippe Herlin) p.42
- ▶ **Retour des bad banks en Europe** (François Leclerc) p.43
- ▶ **Retour 15 ans en arrière** p.44
- ▶ **Bill Gates, l'homme qui valait 105 milliards (ou plus)** p.47
- ▶ **Jusqu'à où sacrifier l'économie à des impératifs de santé publique ?** p.51
- ▶ **EXPOSÉ : La corruption profonde de Biden** (Jim Rickards) p.54
- ▶ **La politique monétaire, congélateur de l'évolution** (Bruno Bertez) p.57

Voler en aveugle : L'ignorance du risque nous conduit à l'échec systémique

Charles Hugh Smith Mardi 27 octobre 2020



Pour toutes ces raisons, les risques d'effondrement du système sont beaucoup plus élevés que ce que l'on prévoit généralement.

Il est ironique de parler de risque : puisque nous avons tous une réaction instinctive au risque visible, nous pensons le comprendre. Mais hélas, ce n'est pas le cas, surtout lorsque le risque est invisible et systémique.

Nous avons même une mauvaise appréciation du risque extrêmement visible. Il est courant que des gens meurent en se précipitant pour sauver quelqu'un qui a bêtement pataugé dans une eau qui coule à toute vitesse à quelques mètres au-dessus d'une chute d'eau. Le sauvetage est clairement suicidaire et voué à l'échec, mais ils essaient quand même, doublant la tragédie en perdant leur propre vie.

Nous sommes enclins à ignorer les risques que nous avons pris et dont nous nous sommes tirés auparavant : le bateau est surchargé et la mer monte ? On a fait ça des centaines de fois et il ne s'est jamais rien passé de mal.

Nous surestimons notre niveau de contrôle. Ne vous inquiétez pas, j'ai ce... crash.

Et nous surestimons nos compétences en matière de gestion des risques, confiants que la situation ne nous échappera pas.

Le risque systémique est difficile à isoler et à analyser, donc nous sommes littéralement aveugles. Ce n'est pas que nous ignorons allègrement le risque - nous ne le voyons tout simplement pas. Nous volons à l'aveuglette à travers des sommets montagneux déchiquetés que nous ne pouvons pas voir à travers l'épais brouillard de la fausse confiance.

Plusieurs raisons expliquent notre difficulté innée à discerner le risque. L'une d'entre elles, que j'ai couverte l'année dernière dans **Crunchtime : Quand les événements dépassent le plan B** (4 décembre 2019) : l'hypothèse

naturelle selon laquelle le passé récent est un guide fiable pour l'avenir. Cela nous conduit à sous-estimer le risque d'une dynamique financière-économique non linéaire.

Linéaire signifie que l'augmentation ou la diminution des entrées dans le système génère des sorties équivalentes : le doublement de l'entrée double la sortie, et ainsi de suite. Non-linéaire signifie que des changements modestes dans les entrées génèrent des changements importants <multipliés plutôt qu'additionnés> dans les sorties.

Il n'est pas facile de discerner le potentiel d'une dynamique non linéaire avant qu'elle n'apparaisse, généralement avec une rapidité surprenante. C'est pourquoi les krachs boursiers prennent au dépourvu la grande majorité des parieurs.

Les banques centrales et les gouvernements ont fait des efforts extrêmes pour maintenir l'illusion de linéarité, mais ces mesures extrêmes ont généré des propriétés émergentes qui échappent à leur contrôle. Cette **illusion de linéarité** implique un contrôle de la dynamique si parfait qu'aucune situation linéaire ne peut jamais devenir non linéaire. C'est l'illusion d'un contrôle divin.

En d'autres termes, nous supposons que les autorités (la Réserve fédérale, etc.) ont un contrôle divin qui limite le risque que les choses deviennent incontrôlables (c'est-à-dire non linéaires)

Une autre raison pour laquelle nous sommes aveugles au risque est que nous assumons naïvement que les risques s'additionnent comme une facture d'épicerie. Prenez 5 % d'un événement malheureux, ajoutez 5 % de risques supplémentaires et un troisième risque de 5 %, et le risque total auquel nous sommes confrontés n'est que de 15 % - hé, ce n'est pas beaucoup.

Le problème, c'est que les risques variables indépendants ne s'additionnent pas, ils s'aggravent géométriquement. Comme le correspondant A.P. me l'a expliqué récemment : les risques sont des variables indépendantes avec des effets cumulatifs qui sont composés, et non additifs. Ainsi, les trois variables, chacune avec un facteur de risque de 5 %, présentent un risque composé bien supérieur à 15 %.

En d'autres termes, nous pouvons considérer chaque facteur de risque comme faible et éprouver un faux sentiment de sécurité parce que nous n'avons pas réussi à combiner tous les facteurs "à faible risque" individuels en un risque composite, qui pourrait se transformer en une probabilité très élevée de voir quelque chose d'inattendu se produire.

Ensuite, il y a le retour d'information, une dynamique dont j'ai parlé à de nombreuses reprises, tout récemment dans *How Extremes Become More Extreme, Triggering Collapse* (28 août 2020)

De manière quelque peu contre-intuitive, lorsque le retour d'information permet de modérer l'intensité d'une tendance, c'est un retour d'information négatif. Lorsque le feedback intensifie la tendance, c'est un feedback positif.

Pourquoi est-ce contre-intuitif ? Si une mauvaise tendance est modérée par un feedback négatif, c'est bon (positif). Si une mauvaise tendance s'intensifie en raison d'un retour d'information positif, c'est mauvais (négatif).

Lorsqu'une population d'insectes explose en raison de conditions idéales, les oiseaux et autres prédateurs se régalent de la surabondance, ce qui réduit l'infestation. Cette rétroaction négative atténue les dommages infligés par l'infestation.

Si une horde d'insectes en expansion rapide a peu de prédateurs et que son aire de répartition et sa mobilité augmentent à chaque génération, lui permettant de trouver de nouvelles sources de nourriture, cette rétroaction positive permet une vaste expansion à chaque génération - exactement ce à quoi nous assistons avec les criquets.

Les rétroactions positives conduisent à des systèmes en fuite, c'est-à-dire à des échecs où la tendance s'accélère jusqu'à l'effondrement du système.

Si le système est isolé, alors les dégâts peuvent être contenus. Mais si le système est interconnecté avec d'autres, alors sa défaillance pourrait déclencher l'effondrement d'autres systèmes, soit comme un effet direct (premier ordre), soit comme un effet indirect (deuxième ordre).

En d'autres termes, dans les systèmes fortement interconnectés, une défaillance peut déclencher un effet domino qui peut devenir non linéaire une fois que les effets du second ordre se manifestent.

Toutes ces dynamiques sont en jeu dans le système de santé américain, dont j'ai parlé récemment dans *How Systems Collapse* : Récolter ce que nous avons semé et tout ce que nous supposons être permanent est en fait fragile (23 octobre 2020).

Voici un exemple :

Le CDC a indiqué qu'un membre du personnel de santé sur seize (HCP) contracte un Covid et doit être hospitalisé. Si le personnel de santé a plus de 60 ans et/ou souffre d'une affection sous-jacente, les risques sont beaucoup plus élevés. À un moment donné, ces risques cumulés influenceront les décisions.

Les administrateurs d'hôpitaux craignant des poursuites pour mort injustifiée de la part de membres du personnel de plus de 60 ans qui contractent le virus et meurent de complications peuvent licencier les membres du personnel plus âgés pour limiter leur responsabilité légale.

Les travailleurs de la santé qui sont chargés de s'occuper de parents âgés ou d'enfants à domicile peuvent conclure que le risque de contracter une covicidose au travail et de souffrir d'une longue covicidose est supérieur au revenu tiré de leur travail, et chercher un autre emploi moins exposé aux patients atteints de covicidose.

Plus la responsabilité des soins physiques des personnes dépendantes à domicile est grande, plus l'impact de l'hospitalisation ou de l'affaiblissement à long terme des covariables est dévastateur, et donc à un certain point, les risques d'exposition continue aux patients infectés par les covariables ne valent tout simplement pas la peine.

Compte tenu de la prévalence des lésions organiques (cœur, foie, etc.), même chez les porteurs asymptomatiques de Covidae, les travailleurs de la santé plus âgés peuvent conclure que les risques de lésions organiques permanentes ne valent pas la peine de continuer à exposer les patients infectés par Covidae, et ils peuvent donc choisir de prendre une retraite anticipée.

À ces décisions s'ajoute le retour d'expérience de l'augmentation des hospitalisations et le risque de voir l'illusion de linéarité céder la place à une course à l'échec explosive et non linéaire. Ce n'est pas parce que cela ne s'est pas encore produit que cela ne peut pas se produire.

Enfin, les risques de tirer des conclusions erronées à partir de données limitées sont également largement invisibles. C'est l'un des risques des essais de vaccins précipités actuellement en cours. Veuillez lire l'article de William A. Haseltine intitulé "Les protocoles des vaccins Covid-19 révèlent que les essais sont conçus pour réussir" (Forbes.com) (<https://www.forbes.com/sites/williamhaseltine/2020/09/23/covid-19-vaccine-protocols-reveal-that-trials-are-designed-to-succeed/#462fe8dc5247>) avant de supposer que les essais de vaccins sont des estimations précises des risques.

"L'une des questions les plus immédiates auxquelles un essai doit répondre est de savoir si un vaccin prévient l'infection. Si une personne prend ce vaccin, a-t-elle beaucoup moins de chances d'être infectée par le virus ? Tous ces essais sont clairement axés sur l'élimination des symptômes du Covid-19, et non sur les infections elles-mêmes. L'infection asymptomatique est considérée comme un objectif secondaire dans ces essais, alors qu'elle devrait être d'une importance capitale.

Il semble que toutes les entreprises pharmaceutiques partent du principe que le vaccin n'empêchera jamais l'infection. Leur critère d'approbation est la différence de symptômes entre un groupe de contrôle infecté et un groupe de vaccin infecté. Ils ne mesurent pas la différence entre l'infection et la non-infection comme motivation principale.

Pour les millions de personnes âgées et celles souffrant de maladies préexistantes, la question est de savoir si ces essais testent la capacité du vaccin à prévenir les maladies graves et les décès. Une fois de plus, nous constatons que la maladie grave et la mort ne sont que des objectifs secondaires dans ces essais. Aucun d'entre eux ne mentionne la prévention de la mort et de l'hospitalisation comme un obstacle d'une importance capitale".

Pour toutes les raisons énumérées dans ce post, les risques d'effondrement systémique sont beaucoup plus élevés que ce que l'on prévoit généralement. Le biais de récence, la croyance dans l'illusion de la linéarité et les pouvoirs divins des autorités, l'incapacité à composer correctement les variables de risque et le retour d'information, l'acceptation sans critique de données limitées - tout cela équivaut à voler à l'aveuglette, sans radar, à travers un épais brouillard.

La combinaison de tous ces facteurs équivaut à voler à travers un épais brouillard à 5 000 pieds d'altitude en direction des montagnes Rocheuses.

Etats-Unis : la chance a tourné (1/2)

rédigé par [Charles Hugh Smith](#) 28 octobre 2020

<J-P : article en double, mais cette traduction provient d'un traducteur professionnel, donc plus précise. Cet article en vaut la peine.>

Les cycles de long terme passent inaperçus sur le moment – mais comme peuvent en témoigner les Romains, les Parthes et de nombreux autres... leur importance reste fondamentale.



Les cycles de long terme passent souvent inaperçus, parce qu'ils se déroulent sur de nombreuses années, voire plusieurs décennies. Par exemple, rares sont ceux qui avaient remarqué la baisse des précipitations dans la région méditerranéenne en l'an 150.

Pourtant, cette baisse graduelle des précipitations a lentement mais sûrement fait diminuer les récoltes de céréales de l'Empire romain, ce qui, parallèlement à une augmentation de la population, a provoqué une baisse des apports caloriques pour de nombreuses personnes.

Leur système immunitaire a ainsi été affaibli petit à petit, les rendant plus fragiles face à la grande peste antonine qui a débuté en l'an 165.

Le déclin des températures en Europe du nord au début du XIV^{ème} siècle a mené à des « années sans été » et à la destruction de récoltes céréalières, ce qui a là encore fait baisser l'apport calorique de la majeure partie de la population, désormais affaiblie et plus fragile face à la peste noire qui a dévasté l'Europe en 1347.

Ce n'est pas le seul exemple, bien entendu...

Je cite souvent l'ouvrage de Kyle Harper, *Comment l'Empire romain s'est effondré : le climat, les maladies et la fin d'un empire*, pour mieux comprendre les conséquences des cycles naturels sur la civilisation humaine.

Il est aussi important de noter que l'Empire romain n'a pas été le seul mis à mal par les cycles naturels et les pandémies de l'an 200 : nous avons assisté à la même époque à l'effondrement du puissant Empire Parthe, en Perse, et des royaumes de l'Inde et de la dynastie des Han, en Chine.

En plus des cycles naturels, il existe des cycles socioéconomiques humains : ceux de la dette et du déclin des valeurs civiques et du contrat social – une prolifération d'élites parasites, un affaiblissement des finances de l'Etat et un déclin du pouvoir d'achat des salaires/du travail.

La dette et son effondrement final

La dépendance croissante face à la dette suivie de son effondrement final est un cycle détecté par l'économiste soviétique Nikolai Kondratieff et d'autres. En réalité, Peter Turchin mentionnait ces trois facteurs comme les moteurs principaux de la discorde décisive qui met à genoux nations et empires.

Les trois sont détectables au niveau mondial actuellement.

Dans ce contexte, l'élection de Donald Trump en 2016 fut l'expression politique d'un mécontentement qui bouillonnait depuis longtemps sous la surface, précisément en raison de ces points :

L'émergence d'élites parasitaires égocentriques, la corruption/l'effondrement du contrat social et des finances de l'Etat et le déclin, sur plusieurs décennies, du pouvoir d'achat des salaires/du travail.

Ce qui nous amène au karma, un thème qui provoque une certaine confusion dans les cultures occidentales, qui connaissent mieux la punition divine que les conséquences qui suivent les actes *sans* intervention de Dieu, ce qui est l'essence même du karma.

Des opportunités gâchées

D'une manière générale, les Etats-Unis ont gâché les opportunités présentées par la fin de la Guerre froide il y a 30 ans en se basant sur un exceptionnalisme présomptueux, des guerres de choix, des élites parasitaires et un gâchis sans précédent des ressources pour alimenter une consommation non productive.

Aujourd'hui, l'idée – à défaut d'avoir un plan digne de ce nom – est d'emprunter des milliers de milliards de dollars pour financer une orgie encore plus spectaculaire de consommation non-productive, sur la base de la conviction étrange que « l'argent » peut pousser sur les arbres en quantités proprement infinies, puis gâché... et que, comme par magie, ces stratagèmes n'auront aucune conséquence dans le monde réel.

Les actions ont des conséquences, cependant, et après 30 années de dilapidation, de fraude et de corruption normalisée par les élites parasitaires pendant que le pouvoir d'achat du travail baissait, les conséquences karmiques ne peuvent plus être remises à plus tard en continuant de faire, avec plus de vigueur encore, la même chose que ce qui a vidé de leur sens l'économie et la société.

Ce qui nous amène à la chance... sur laquelle nous reviendrons demain.

Donald Trump et l'argent

rédigé par [Bill Bonner](#) 28 octobre 2020

Pourquoi Donald Trump est-il en politique comme un poisson dans l'eau... et comment son pays est-il arrivé là où il en est actuellement ?



Nous n'en avons pas terminé avec M. Trump.

Oui, cher lecteur, nous en venons enfin à l'argent...

S'il y a bien une chose pour laquelle M. Trump était censé être doué, c'est bien l'argent. Après tout, sa communication était basée sur le fait qu'il était milliardaire... et un homme d'affaires prospère.

Nous avons lu son livre, *L'Art de la négociation*, qui nous a laissé dubitatif. M. Trump pense qu'on réussit en affaires en s'assurant que l'autre partie perde.

Telle n'est pas notre expérience. Dans la vie privée... comme en affaires... il vaut généralement mieux aider l'autre à gagner. C'est la règle d'or.

Il vaut mieux le croire, par ailleurs, même si ce n'est pas vrai. Sinon, on termine avec des disputes sans fin... des divorces... et des procès (le journal *USA Today* dénombrait 4 095 procès impliquant Donald Trump sur les 30 dernières années).

Une vision gagnant-perdant

C'est par [les accords gagnant-gagnant](#) – par millions... délicats et solides... évidents et cachés... simples et infiniment nuancés – que la main invisible et légère de l'économie réelle crée de la vraie richesse.

[NDLR : Bill Bonner explique cette notion dans son dernier ouvrage, *Gagner ou perdre* – probablement plus intéressant à lire que celui de M. Trump, et [disponible ici](#).]

Les accords gagnant-perdant sont l'affaire de la politique – ce qui est probablement la raison pour laquelle Le Donald s'y est mis aussi facilement. La politique, ce sont des batailles... des combats... des confrontations...

Cette vision gagnant-perdant l'a mené à prendre des décisions brutales, agressives, qui ont en fait endommagé l'économie au lieu de l'aider.

Les guerres commerciales, par exemple, étaient une mauvaise idée dès l'origine. Idem pour ses escarmouches constantes avec le Congrès et les médias. Certes, elles ont amélioré son image auprès de sa base. Mais elles ont miné la coopération et le soutien dont il aurait eu besoin pour mettre en place des réformes significatives, s'il en avait prévu.

En route vers le désastre

Tout de même, rien de cela n'aurait peut-être eu beaucoup d'importance. Parce que lorsque le grand homme a posé son imposant arrière-train dans le Bureau ovale il y a près de quatre ans... le pays était déjà engagé sur la longue route solitaire vers le désastre.

Ce qui est, au passage, le principe de nos méditations de ces derniers jours.

Oui, nous pensons que Donald Trump est [particulièrement incompetent et capricieux](#). Mais même une personne plus sérieuse n'aurait pas eu beaucoup plus de succès à Washington.

L'establishment tout entier – l'élite du *Deep State*, qui gère réellement le gouvernement – est profondément implanté... bien armé... et vent debout contre toute réforme.

Ceci étant dit, le mandat de Donald Trump a été particulièrement catastrophique. Non seulement il a manqué toute opportunité de faire faire demi-tour au navire de l'Etat... mais il a appuyé sur le champignon.

[Ces derniers jours](#), nous avons décrit les notes de bas de page... les *obiter dicta* du mandat de M. Trump. Comme nous l'avons souligné, la plupart des tendances des années précédentes ont continué sans entraves. Le pays était déjà sur la pente descendante... après avoir atteint son apogée à la fin du siècle dernier.

Nous avons vu également comment M. Trump a accéléré le déclin... et augmenté le pouvoir des élites prédatrices du marigot.

Clairs et nets

Aujourd'hui, nous nous intéressons à ce qui a rendu tout cela possible : l'argent. L'argent factice.

Là, les chiffres sont clairs et nets.

Durant les près de quatre années de gouvernement Trump, [la dette publique américaine](#) a augmenté plus rapidement, en pourcentage du PIB, que sous toute autre administration américaine ces 40 dernières années.

Lorsqu'Obama a quitté la Maison Blanche, la dette gouvernementale était déjà à 100% du PIB. Après quatre années Trump seulement, elle est passée à 135% – la plus grande augmentation en un seul mandat de l'histoire du pays.

Trump a ajouté 4 500 Mds\$ à la dette nationale en quatre ans de gouvernement – même sans compter le plan de dernière minute de 2 000 Mds\$.

Voilà qui ne ressemble pas à « rembourser la dette nationale ». Cela ressemble plus à la route vers la faillite.

Prenons du bon temps

C'est aussi ce qui soutient [les bestioles du marigot](#), et tous les parasites et empêcheurs de tourner en rond qui ne rendent absolument pas sa grandeur à l'Amérique.

Le déficit de 2016, la dernière année d'Obama, était déjà honteux, à 585 Mds\$. Il était encore plus imprudent et irresponsable qu'il le semblait, parce qu'il arrivait après six années d'expansion économique.

L'idée est de profiter des années de vaches grasses. Or le soleil brillait depuis 72 mois... et on n'avait toujours rien mis de côté pour les lendemains moins radieux.

Ensuite est arrivé le grand homme, et la météo a continué à être favorable pendant 36 mois... mais la grange restait désespérément vide. Il n'y avait aucun signe de surplus... ni de prévisions pour l'avenir.

Au contraire, Donald Trump ne voulait rien avoir à faire avec épargner pour le lendemain. Il voulait prendre du bon temps dès aujourd'hui.

Pour commencer, il a mis la Réserve fédérale sous pression, afin de la forcer à réduire les taux. Ensuite, il a baissé les impôts de 1 700 Mds\$ — principalement pour les riches, dont les caisses étaient déjà pleines.

Mais au lieu de réduire symétriquement les dépenses, il a augmenté le budget militaire de 200 Mds\$, ce qui était bien la dernière chose dont [le Pentagone, déjà obèse](#), avait besoin. Il a également enterré 100 Mds\$ supplémentaires dans des usines à gaz nationales.

Toujours plus de dette

Selon ses fans, cela aiderait l'économie à se sortir de la dette par la croissance. Cela « stimulerait » la croissance, ont-ils dit. La seule chose que cela a vraiment stimulé, c'est la dette.

Comme un adolescent renfrogné en pleine poussée de croissance, le déficit Trump de 2017 s'est envolé à 665 Mds\$ – puis 779 Mds\$ pour 2018, et 984 Mds\$ pour 2020.

Arrivé en 2020, le gamin se cognait la tête aux montants de portes... avec un déficit de plus de 1 080 Mds\$ en 2020.

Et ça, c'était avant la panique Covid-19 !

Ensuite, avec un Donald Trump incapable de contredire sa propre équipe sanitaire... et toujours assoiffé de taux d'intérêts plus bas et de plus de dépenses... le déficit de 2020 est passé à 3 100 Mds\$. Les autorités dépensaient plus de 2 \$ pour chaque dollar de recettes fiscales.

Ce déluge de dépenses (en fausse monnaie, bien entendu) comprenait des centaines de milliards de prêts *corporate* louches... des livraisons d'argent par hélicoptère au grand public, dont la vaste majorité travaillait et touchait encore un salaire... et des suppléments d'allocations chômage qui ont donné à certains deux fois plus que ce qu'ils gagnaient en travaillant.

Des finances dignes d'un trou m***ique.

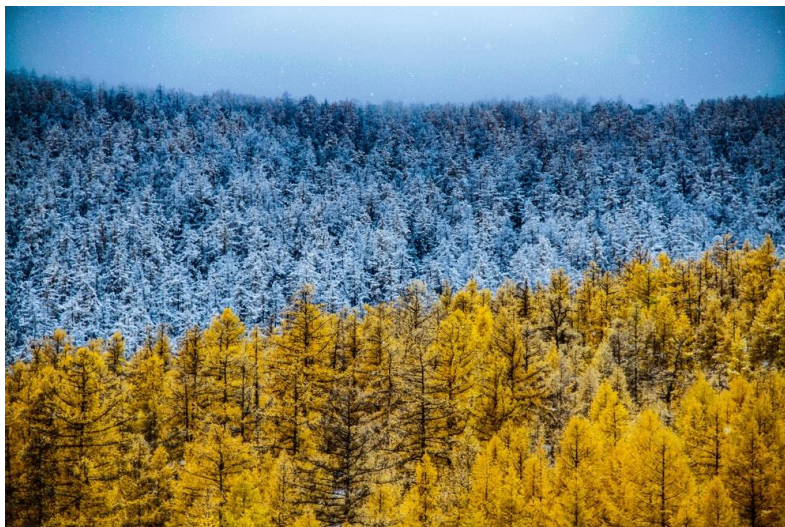
A présent... lancés à pleine vitesse sur la route... les électeurs américains menacent de changer de conducteur.

Qui serait le plus prudent ? Le plus sobre ? Qui aurait le plus de chance d'aider le pays à négocier le virage en épingle qui se profile ?

A suivre...

Le "grand dénouement" est-il sur nous ?

Par Asher Miller, publié à l'origine par Resilience.org le 28 octobre 2020



En introduction de "The Great Unraveling", une série d'entretiens avec certains des plus grands experts mondiaux sur un large éventail de défis environnementaux et sociétaux, qui se terminent par une puissante discussion sur ce que signifient ces crises convergentes et qui s'accélèrent, et comment nous pouvons y répondre.

Et si nous ne considérons pas 2020 comme l'année de l'enfer, un glissement douloureux et surréaliste sur la voie du progrès, par ailleurs généralement lisse ? Et si, au contraire, nous nous retournions dans cinq, dix ou vingt ans vers 2020 comme le moment où tout a commencé à s'effiloche réellement et véritablement ?

Bien sûr, ce que j'ai présenté est un faux choix. La vérité est que pour des milliards de personnes (et d'autres espèces !), l'effritement se produit depuis longtemps, en supposant qu'ils avaient quelque chose qui pouvait être effrité au départ. Des personnes qui ont été laissées pour compte ou qui ont été bousculées par la machine implacable du capitalisme d'exploitation. Des gens et des écosystèmes naturels déjà en première ligne de la crise climatique. Les communautés qui ont perdu leur cohésion sociale et leur capacité à affronter les problèmes collectivement.

L'année 2020 a mis en évidence et aggravé la fragilité, la non-durabilité et l'injustice de tant de nos systèmes mondiaux :

- une inégalité économique et raciale intenable ;
- des chaînes d'approvisionnement fragiles et mondialisées, contrôlées par un nombre relativement restreint de sociétés ;
- un système climatique mondial qui est déjà en proie à la fièvre avec un réchauffement de 1,2°C ;
- une instabilité politique et une méfiance croissantes, et la propagation de gouvernements autoritaires ;
- l'effondrement de la biodiversité et le franchissement d'autres frontières planétaires ;
- un système économique dépendant de la croissance de la consommation, de la dette, de l'énergie et de la population humaine ;
- l'incapacité des institutions gouvernementales à répondre aux crises, et encore moins à les anticiper
- le pic probable de la quantité d'énergie disponible pour alimenter la société moderne.

Ces crises étaient déjà là ou menaçaient de l'être bien avant que la pandémie de coronavirus ne nous frappe de plein fouet cette année. En fait, mes collègues du Post Carbon Institute, les nombreux auteurs que nous avons présentés ici sur resilience.org, ainsi que nos alliés dans le monde entier, ont sonné l'alarme pendant des décennies en déclarant que la Grande Accélération conduirait inévitablement à un Grand Déroulage, voire à un effondrement. Cette mise en garde est peut-être aujourd'hui sans objet.

Pour commencer à réfléchir à la manière de naviguer dans le "Grand effilochage", nous devons d'abord essayer de comprendre comment les différents systèmes environnementaux et sociaux peuvent interagir. Il y a quelques mois, le Post Carbon Institute et Anthropocene Actions ont donc demandé à certains des plus grands experts du monde de partager leur point de vue sur l'état des choses concernant certains de nos défis environnementaux et sociétaux les plus urgents, en particulier dans le sillage de la pandémie.

Nous avons ensuite organisé une discussion animée avec un groupe d'experts estimé et diversifié sur la signification de ces crises qui convergent et s'accélèrent, et sur la manière dont nous pouvons y répondre.

Faire face à ces crises interconnectées nécessite une coopération et une coordination sans précédent, si nous voulons espérer créer un monde durable, équitable et résilient. À cette fin, des militants, des politiciens, des

entreprises, des gouvernements et des communautés du monde entier font pression et mettent en œuvre des changements. Mais ces efforts devront rester robustes, flexibles et résistants face à une déstabilisation croissante. Et ils doivent être fondés sur une compréhension de la nature systémique de la situation à laquelle nous sommes confrontés.

Les bouleversements de la pandémie constituent des obstacles au changement, comme le montrent ceux qui cherchent à renforcer le statu quo pré-pandémique. Mais ce moment historique offre également des possibilités d'évoluer vers une société durable qui profite à tous. La clé d'un avenir meilleur est d'apprendre à gérer les crises aggravantes d'un avenir plus déstabilisé - comment naviguer dans le Grand Déroulant.

J'espère que vous prendrez le temps de regarder ces interviews et la table ronde, et de les partager avec d'autres personnes dans votre vie.

L'effondrement de la civilisation et les «vraies affaires»

Bruno Massé, Huffington Post Québec. 24 août 2014

Durant les élections provinciales, le sujet de l'environnement a été volontairement écarté du débat. Pendant ce temps, de nouvelles projections annoncent l'effondrement de notre société dans un avenir rapproché. Comment expliquer une telle déconnexion avec la réalité?

Lors de sa campagne électorale, le nouveau premier ministre Philippe Couillard [annonçait](#) que l'environnement n'est pas une priorité pour lui. Ce qui est important, c'est les emplois, par exemple ceux que pourraient créer le [Plan Nord \(+\)](#).

Il s'intéresse à la santé, mais pas tellement à la prévention. Pas de lien à faire avec la pollution ou l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Lorsque questionné sur le vide de la plateforme du Parti libéral du Québec (PLQ) quant aux questions environnementales, Couillard [précise](#) que dans « « développement durable », il y a le mot « développement » ». Merci, on avait [compris](#).

À l'instar des médias, les deux autres grands partis politiques ont également esquivé le sujet tant que possible, tendance d'ailleurs confirmée par deux questionnaires des groupes du mouvement environnemental ([1](#), [2](#)).

Et comme de fait, s'engager pour l'environnement n'était pas nécessaire pour gagner les élections. Selon la maison de sondage Angus Reid, seulement 8% des Québécois-ses [affirment](#) que l'environnement était la priorité dans les élections, plaçant l'enjeu en 11^e place.

Pendant ce temps-là, une [étude](#) de chercheurs des universités du Maryland et du Minnesota utilisant des outils de la NASA est publiée, estimant que l'effondrement de la civilisation est probable à partir de 2030. Leur modèle mathématique se base principalement sur deux variables : la dégradation croissante de l'environnement et l'accroissement des inégalités sociales.

Le mathématicien Brad Werner s'était aussi prêté à l'exercice. Il [prédit](#) la catastrophe en insistant que la seule variable qui intervient positivement est la résistance et l'action directe contre le système économique en place et les industries extractives.

Le GIEC peint un [portrait](#) similaire. Les conséquences des changements climatiques créent des perturbations importantes qui feront des vagues à travers le monde. La famine, les conflits armés et les réfugiés(e)s sont à prévoir.

Toutes ces études arrivent aux mêmes conclusions : l'humanité est sur le chemin de la catastrophe et s'y engage à toute vapeur. Nous pouvons frapper le mur ou, scénario moins probable, transformer radicalement notre société et notre économie.

Cassandra oui, prophètes de malheur non

En 1972, lorsque des scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT) se prêtaient à un exercice similaire en publiant Halte à la croissance, leurs projections ont été largement rejetées par les défenseurs du capitalisme qui prétextaient, grosso modo, que le marché se calque aux écosystèmes naturels à la perfection et s'autorégulera toujours magiquement au grand bénéfice de tous et toutes.

Mais il devient de plus en plus difficile d'ignorer les faits, même pour nous du Québec qui nous croyons à l'abri dans notre forteresse nordique.

La raison est simple : la catastrophe est déjà commencée. Et si parler de désertification, de famine ou même de l'[extinction massive](#) est encore trop vague, peut-être pourrais-je citer quelques exemples qui nous concernent plus directement.

Notez par exemple le [Béluga](#) et le papillon [Monarque](#), deux espèces dont le déclin est attribué en partie aux changements climatiques.

Notre santé est aussi en jeu. Dans le sud de la province, nous sommes maintenant à risquer de contracter une nouvelle maladie chronique, soit la maladie de Lyme, dont le vecteur (la tique) nous [arrive](#) à cause du réchauffement climatique.

Même [corrélation](#) avec le Virus occidental du Nil, autre maladie potentiellement fatale et pouvant laisser des séquelles à long terme.

D'autre part, l'Organisation mondiale de la santé [estime](#) que le quart des maladies est maintenant dû à la qualité de l'environnement. Par exemple, au Québec, on [associe](#) des milliers de décès chaque année à la qualité de l'air.

Outre les fatalités, c'est la qualité de vie qui décline. Au Canada, on [établit](#) un lien de causalité entre les maladies chroniques (ex. cancer, asthme) à la qualité de l'environnement et le milieu socio-économique (pauvre ou riche).

Et ainsi de suite. Il s'agit d'enjeux complexes et peu connus, faute de manque de recherche. Dans toutes les projections citées, le portrait global s'aggrave. Une chose est sûre. Ce que l'on vit maintenant au Québec n'est qu'un avant-goût de ce que vivent déjà les pays plus vulnérables, et même cela n'est qu'un prélude à ce qui s'en vient en l'absence de changement significatif.

L'horreur et le je-m'en-foutisme

Ceux et celles qui ont déjà lu mes romans savent que j'affectionne particulièrement le genre de l'horreur. Je n'ai pas l'habitude de mélanger la fiction à mes billets, mais une citation me revient constamment sur le sujet de l'effondrement.

« Un jour viendra où la synthèse de ces connaissances dissociées nous ouvrira des perspectives terrifiantes sur la réalité et la place effroyable que nous y occupons : alors cette révélation nous rendra fous, à moins que nous ne fuyions dans cette clarté funeste pour nous réfugier dans la paix et la sécurité d'un nouvel âge de ténèbres. »
– H.P. Lovecraft, 1926

[Lovecraft](#) est le maître incontesté de la littérature d'horreur, spécialiste de la fin du monde. Comme de fait, la réaction – notre réaction – devant un phénomène si menaçant et quasiment insaisissable relève de l'horreur pure et dure.

Il y a, comme sous-tend Lovecraft, deux choix face à un effroi incommensurable : 1. un choc cognitif traumatique (la réalisation douloureuse de tout cela) ou 2. fuir, fermer les yeux et se complaire dans le déni, l'obscurantisme et commettre une sorte de suicide collectif.

Alors, comment réagir?

Vous me direz, il y a des gens qui ont déjà jetté la serviette, qui attendent que l'humanité soit rayée de la carte. Le mouvement [survivaliste](#), d'ailleurs présent au Québec, n'attend que ça.

Cyniques mais certes plus optimistes, il y a des écologistes comme moi qui essaient encore de sonner les cloches en souhaitant que la transition à une société réellement durable se fasse de façon volontaire et paisible. Bien sûr, notre financement est [coupé](#), nous sommes [ridiculisés-es](#), [poursuivis-es](#) en justice, [démonisés-es](#) et même [assassinés-es](#).

Et puis, il y a finalement tous ceux et celles à qui profitent le système actuel, qui s'y trouvent confortables et n'ont pas envie que ça change. La dernière campagne électorale nous l'aura rappelé de façon assez éloquente. Mais il faut avouer qu'il y a quelque chose de drôle quand l'élite économique dont les politiques génocidaires nous ont amené dans ce pétrin, nous fait la morale sur ce qui est « réaliste » et ce qui n'est « pas réaliste ». Et quoi? Le homard dans le chaudron trouve que l'eau est bonne.

Alors, pouvons-nous parler des « vraies affaires »?

Trois choses que les Américains font pour se préparer au chaos électoral, à une nouvelle flambée de coronavirus et à l'aggravation des problèmes économiques

par Michael Snyder le 25 octobre 2020



Vous souvenez-vous de la folie qui s'est emparée des États-Unis lorsque la pandémie COVID-19 a frappé pour la première fois et que la thésaurisation généralisée a provoqué de graves pénuries de certains produits dans tout le pays ? Eh bien, cela commence à se reproduire. Alors que nous approchons de la fin de l'année 2020, une "tempête parfaite" de circonstances fait monter le niveau d'anxiété de nombreux Américains et des millions se préparent au pire. J'ai entendu tant de personnes qui s'inquiètent profondément de ce que le résultat de cette élection présidentielle pourrait signifier pour notre nation, et beaucoup d'entre elles croient vraiment que nous allons assister à d'énormes troubles civils. Mais comme l'a récemment souligné un article du Washington Post, ce n'est pas la seule chose à laquelle nous sommes potentiellement confrontés...

Ajoutez à cela une pandémie effrayante, une explosion de protestations et de colère face aux inégalités raciales et un effondrement économique soudain, et vous obtenez une méfiance généralisée, le sentiment que la nation la plus puissante du monde ne peut plus se rassembler pour faire cause commune.

"Nous sommes confrontés à une période difficile", a déclaré M. Barkun. "La menace - le virus - est invisible, et cela la rend encore plus effrayante. Il y a une croyance de plus en plus répandue selon laquelle l'autorité - scientifique, politique, informationnelle - est suspecte. Il peut être plus réconfortant de croire à un résultat désagréable que d'embrasser l'incertitude".

Dans les temps modernes, il n'y a jamais eu d'année comme 2020 où nous avons dû faire face à autant de défis majeurs en même temps, et maintenant beaucoup de gens sont convaincus que les choses pourraient bientôt passer à un niveau entièrement nouveau.

Beaucoup pensent que les troubles civils qui ont suivi les élections pourraient être encore pires que ce que nous avons vu au début de l'année, d'autres pensent que le pire de la pandémie COVID-19 se situe dans les semaines à venir, et nos problèmes économiques ne cessent de s'aggraver.

Avec tout ce qui va mal, beaucoup ont décidé qu'il est temps de se préparer au pire des scénarios. Voici trois façons pour les Américains de se préparer aux mois chaotiques qui s'annoncent...

#N°1 Le stockage a déjà commencé

Si vous souhaitez acheter certaines choses avant que la situation ne devienne vraiment folle, vous devriez le faire le plus rapidement possible, car les détaillants du pays ont déjà signalé de nouvelles pénuries...

Les acheteurs et les détaillants signalent que certains articles sont déjà en rupture de stock, notamment le savon liquide pour les mains, les lingettes désinfectantes et les pots de conserve (en particulier les couvercles). Certains produits sont difficiles à trouver depuis la première vague.

Mais une deuxième vague hivernale pourrait déclencher de nouvelles pénuries, car les Américains passent encore plus de temps à l'intérieur. Lors d'une table ronde avec des médecins de la Harvard Medical School en septembre, le conseiller de la Maison Blanche, le Dr Anthony Fauci, a déclaré que les Américains devraient se préparer à "se replier pour passer l'automne et l'hiver".

Au moment où j'écris cet article, l'élection est prévue dans un peu plus d'une semaine. Si le résultat de l'élection présidentielle provoque des protestations et des émeutes dans les villes de tout le pays, cela risque d'aggraver les pénuries qui se dessinent.

#2 Les Américains achètent beaucoup, beaucoup d'armes

Nous n'avons jamais vu les Américains acheter des armes aussi rapidement qu'ils l'ont fait cette année. Dans un magasin d'armes du comté d'Orange, le propriétaire a littéralement du mal à garder des armes sur les étagères...

Au magasin d'armes Ade's Gun Shop dans le comté d'Orange, la propriétaire Emily Atkinson ne peut pas suivre la demande - elle voit une course aux armes pendant cette pandémie, semblable à celle du papier toilette.

"Nous sortions 20 armes et elles étaient vendues en trois heures", explique Emily Atkinson. "Nous faisons en deux semaines ce que nous ferions en un trimestre."

Et on me dit que dans certaines régions du pays, les munitions sont très rares en ce moment. Nous avons déjà vu tant de violence insensée partout aux États-Unis jusqu'à présent cette année, et beaucoup de gens croient que beaucoup plus est en route et ils veulent être prêts à protéger leurs familles.

#3 L'inquiétude face à ce qui s'en vient a alimenté un boom immobilier fou

Il est très étrange de parler d'un boom immobilier massif en pleine dépression économique, mais c'est précisément ce à quoi nous assistons.

Ces derniers mois, nous avons assisté à un exode massif sans précédent hors de nos grandes villes, et des "millions de chasseurs de maisons" ont fait grimper les prix dans des zones rurales et suburbaines très prisées dans tout le pays...

La pandémie COVID-19, la perte de millions d'emplois, une économie plus faible - rien de tout cela n'a empêché des millions de chasseurs de maisons d'affluer sur Zillow, Redfin et d'autres plateformes en ligne pour naviguer, planifier leur déménagement et, dans de nombreux cas, acheter leur première maison.

Les prix des logements ont augmenté régulièrement au cours des derniers mois, et les acteurs du secteur prévoient qu'ils atteindront probablement un sommet sur certains marchés cet automne, ce qui entraînera une modération du marché due à une baisse de l'offre et à une reprise économique prolongée.

Je ne peux certainement pas blâmer ceux qui veulent bouger. Si je vivais dans l'une de nos grandes villes, je chercherais à en sortir aussi.

Au début de l'année, je n'ai cessé d'avertir que nous nous dirigeons vers une "tempête parfaite", et c'est précisément ce qui s'est passé. C'est précisément ce qui s'est passé. En 2020, les choses se succèdent et beaucoup pensent que l'année 2021 sera encore plus chaotique.

Quant à l'avenir immédiat, tout dépend du résultat des élections.

Si un vainqueur clair est déclaré peu après le jour du scrutin, cela pourrait contribuer à minimiser le chaos dont nous sommes témoins dans les rues.

Mais si les résultats sont très serrés et sont âprement disputés pendant des semaines, les choses pourraient dégénérer très rapidement. Et quel que soit le camp qui finira par gagner dans ce genre de scénario, des millions et des millions de personnes de l'autre côté auront l'impression que l'élection leur a été volée.

Il y a un nombre incalculable de personnes qui n'accepteront jamais une victoire d'atout, quelles que soient les circonstances, et il y a un nombre incalculable d'autres personnes qui n'accepteront jamais Joe Biden comme président.

J'ai l'impression que nous sommes au bord d'un très mauvais chapitre de l'histoire américaine, et qu'il va falloir un miracle pour l'éviter.

Près de 230 000 tonnes de plastique jetées chaque année dans la Méditerranée

Le Monde avec AFP 27 octobre 2020

Sans mesures ambitieuses pour réduire les déchets en plastique, cette pollution pourrait doubler d'ici à 2040, selon un rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature publié mardi.



Un sac en plastique au fond de la mer, au large de l'île d'Andros (Grèce). Stelios Misinas / REUTERS

Près de 230 000 tonnes de déchets en plastique finissent chaque année dans la Méditerranée. C'est l'équivalent de plus de 500 conteneurs d'expédition par jour, [selon un nouveau rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature \(UICN\)](#) publié mardi 27 octobre.

L'Égypte, avec 74 000 tonnes déversées par an, l'Italie (34 000 tonnes par an) et la Turquie (24 000 tonnes par an) sont les pays qui rejettent le plus de plastique dans la Méditerranée, selon ce rapport. En quantité par habitant, le Monténégro (huit kilos par personne et par an), la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine du Nord (toutes deux avec trois kilos par an et par personne) sont en tête.

« Environ 229 000 tonnes de déchets en plastique sont déversées chaque année dans la mer Méditerranée », a rapporté l'UICN dans son communiqué, en pointant la mauvaise gestion des déchets comme responsable de 94 % du plastique se retrouvant dans la mer. « Sans intervention significative, cette pollution ne va cesser de s'aggraver jusqu'à doubler et atteindre 500 000 tonnes d'ici à 2040 », estime l'organisation, jugeant qu'il faut des « mesures ambitieuses au-delà des engagements actuels » des pays.

Source de dommages à la biodiversité

« La pollution plastique est source de dommages à long terme [envers les] écosystèmes terrestres et marins et la biodiversité », notamment pour « les animaux marins qui peuvent se retrouver coincés ou avaler des déchets en plastique et finir par mourir d'épuisement et de faim », a rappelé Minna Epps, directrice du programme marin et polaire de l'UICN, organisation connue pour sa liste rouge de référence sur les espèces menacées.

Selon ce rapport, une meilleure gestion des déchets dans les 100 villes les plus polluantes pourrait réduire le rejet de plastique dans la Méditerranée de 50 000 tonnes par an. L'interdiction, notamment de certains produits, tels que les sacs en plastique, permettrait d'éviter le rejet de 50 000 autres tonnes de déchets.

« Les gouvernements, le secteur privé, les instituts de recherche, (...) les industries et [les] consommateurs doivent travailler ensemble pour repenser les processus et les chaînes d'approvisionnement, investir dans l'innovation et adopter des modes de consommation durables et des pratiques améliorées de gestion des déchets pour stopper le flux de contamination plastique », a insisté Antonio Troya, directeur du Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN, dont le siège se trouve à Malaga, en Andalousie.



https://www.youtube.com/watch?v=k2Y8wd6c_oo&feature=emb_logo

Mettre en pause le jeu de la croissance

Par Timothée Parrique, 27 octobre 2020 Resilience.org



Je me sens personnellement coupable de la pandémie. Début mars, j'ai publié ma thèse de doctorat "L'économie politique de la décroissance", dont l'introduction se terminait par les mots suivants "Laissez-moi vous inviter à une expérience de pensée sauvage. Imaginez que dans un an, tout cela s'arrête. Dans 365 jours exactement, l'économie s'arrêtera. Imaginez que l'économie disparaisse et que nous soyons tous figés dans le temps social, suspendus entre le passé et l'avenir. Un temps social est en train de s'écouler".

Je me suis peut-être trompé dans mes prévisions (ce n'est pas une surprise, j'ai une formation d'économiste), mais mon expérience de pensée n'a jamais été aussi réelle que pendant les trois mois que j'ai passés en France, sous le coup d'un blocage total. Au premier trimestre 2020, le PIB français a diminué de 5,8 %. C'est la plus forte chute depuis le début de la comptabilité nationale en 1949, presque quatre fois plus importante que celle enregistrée au cours du premier trimestre 2009 en pleine crise financière. Pendant le lock-down, 12 millions de travailleurs du secteur privé ont été mis au chômage technique, soit près de la moitié de la population active. C'est énorme. Sur le plan économique, c'était l'équivalent d'éteindre la lumière.

Laissée à la maison (au chômage), je me suis retrouvée à réfléchir à cet événement exceptionnel et à ce qu'il signifie pour l'avenir. Voici ce que j'ai trouvé : l'économie est un peu comme un jeu. Il y a des joueurs, des règles, des objectifs et, en fin de compte, des gagnants et des perdants. Dans l'économie actuelle (appelons cela le capitalisme pour faire court), les points sont comptés en argent et le but du jeu est d'en rassembler le plus grand nombre possible. C'est ce que j'appelle le jeu de la croissance. Les gouvernements cherchent des points pour financer les dépenses publiques, les entreprises cherchent des points pour réinvestir dans leur activité, et les individus cherchent des points pour consommer. Tout le monde aime les points, et tout le monde en veut plus. Bien sûr, nous savons que les points ne sont que des points, mais nous sommes néanmoins convaincus que plus nous avons de points, mieux c'est.

L'aspect vraiment inquiétant de la situation actuelle est que nous jouons à un jeu sans savoir qu'il s'agit d'un jeu. Tout comme dans Jumanji, nous sommes coincés dans un jeu qui nous semble hors de notre contrôle. La différence est que le jeu de la croissance n'a pas de fin. Il n'y a pas d'extérieur. Quand vous allez vous coucher, les autres continuent à jouer le jeu. Lorsque vous êtes malade et que vous n'avez pas vraiment envie de jouer, le jeu continue néanmoins. Quand une forêt est en feu ou quand de grandes parties de l'océan suffoquent lentement, le jeu continue. Même lorsque vous mourez, vous transmettez vos points à vos enfants afin de leur donner autant d'avance dans le jeu.

Dans de rares moments, cependant, nous avons l'étrange sensation que quelque chose ne va pas dans le jeu de la croissance. Je crois que la crise de la couronne a été l'un de ces moments. Tout comme vous ne continueriez pas à jouer à un jeu avec vos amis si l'un d'entre eux avait soudainement une attaque, nous avons réalisé que

certaines choses pouvaient être plus importantes que de thésauriser des points d'argent (la santé par exemple). C'est pourquoi, pour la première fois dans l'histoire récente, nous avons mis le jeu en pause. Pendant un moment, nous avons évité de poursuivre la croissance économique, reconnaissant qu'il ne servirait pas à grand-chose d'accumuler des points d'argent dans une société où l'on ne veut pas vivre.

La pause des règles du jeu économique est la preuve ultime que l'économie est fondamentalement politique. Certains économistes (néolibéraux) nous ont fait croire que l'économie est une force de la nature, le plus souvent en dehors de notre volonté, et que quelle que soit l'urgence (changement climatique, pauvreté, perte de biodiversité), les lois du marché ne peuvent jamais être contournées. Faux. Elles peuvent l'être, et elles l'ont été. Les réponses à la pandémie ont montré que le capitalisme n'est pas divin et que nous avons besoin d'une nouvelle façon de penser l'économie.

Voici une proposition : pensez à l'économie comme si elle était faite de Lego. Toutes les règles d'organisation de l'extraction, de la production, de l'allocation, de la consommation et de l'élimination sont des institutions sociales. Si les spécialistes en sciences sociales savent que "institution sociale" est un pléonisme (quelle institution ne serait pas sociale ?), il est bon de se rappeler que les règles que nous respectons avec tant de diligence ont toutes été socialement construites. Aucune règle n'a été écrite à l'avance, et aucune règle ne sera écrite pour toujours.

Et c'est le point principal de ma thèse de doctorat récemment publiée "L'économie politique de la décroissance" : nous devons échapper au jeu de la croissance et concevoir un tout nouveau jeu. Pour cela, il faut comprendre (1) pourquoi le système économique actuel est problématique ; (2) quels sont les systèmes alternatifs disponibles ; et (3) comment passer de l'un à l'autre.

(1) Le problème de la croissance économique est qu'elle n'est plus possible, plausible et souhaitable. Elle n'est plus possible parce qu'une croissance économique soutenue est écologiquement non durable : on ne peut pas à la fois avoir le gâteau de l'environnement et le manger aussi sous forme de PIB. Deuxième problème : une croissance infinie est impossible dans une communauté dont la capacité à reconstituer sa capacité de production est finie - il y a des limites sociales à la croissance. Enfin, un PIB plus élevé ne rime pas nécessairement avec une vie meilleure, surtout s'il accroît les inégalités, ne parvient pas à réduire la pauvreté et crée des emplois non satisfaisants.

(2) Si le croissancenisme est une impasse, que faut-il faire pour le remplacer ? Je soutiens que la décroissance est une puissante utopie capable de renverser l'idéologie de la croissance. J'interprète la décroissance comme un processus de déséconomisation (une réduction de l'importance des pensées et des pratiques économiques dans la vie sociale) et je pose une question : Et si nous réorganisions l'économie autour des trois valeurs que sont l'autonomie, la suffisance et les soins ? Le résultat de cette expérience de réflexion théorique est une liste de 15 principes qui décrivent l'économie d'une société en décroissance : souveraineté des ressources, durabilité, circularité, production socialement utile, entreprises sociales, proximité, outils conviviaux, post-travail, souveraineté des valeurs, biens communs, gratuité, partage, simplicité volontaire, biens relationnels et joie de vivre.

(3) La décroissance oui, mais comment ? Ma réponse : la clé, l'horloge et la pièce - changer de propriété, de travail et d'argent. Il faut commencer par remettre en cause l'hégémonie de la propriété privée pour assurer une redistribution, une distribution et une pré-distribution équitables des richesses. La deuxième transformation concerne le travail et consiste à passer moins de temps dans l'emploi, à changer le contenu (ce qui est produit et pourquoi) ainsi que la forme du travail (comment il est produit et par qui), et à redéfinir le travail au-delà du

travail salarié. Enfin, la monnaie doit changer : nous devons passer de la monnaie à usage général au pluralisme monétaire, reprendre le contrôle de la gouvernance monétaire et imposer des limites à la sphère financière.

Revenons à la citation qui a ouvert ce texte, les derniers mots de l'introduction de ma thèse. "Laissez-moi vous inviter à une expérience de pensée sauvage. Imaginez que dans un an, tout cela s'arrête. Dans 365 jours exactement, l'économie s'arrêtera. Imaginez que l'économie disparaisse et que nous soyons tous figés dans le temps social, suspendus entre le passé et l'avenir. Un temps social est écoulé. À ce moment-là, nous devons à nouveau nous mettre d'accord sur la manière d'organiser notre propre subsistance. Qu'est-ce qu'une bonne vie et comment la poursuivre ? Il ne s'agira de rien d'autre qu'une refonte totale des règles du jeu économique". Pour l'instant, j'ai peur que bientôt, nous revenions à la "normale" et que nous oublions que tout ce qui est culturellement imaginable est économiquement possible. Nous ne devons pas l'oublier : l'économie n'est qu'un jeu et il y a des choses plus importantes dans la vie que les points d'argent. Le plus important, c'est qu'il y a un bouton "pause" et que nous ne devons pas avoir peur de l'utiliser.

L'obsession de l'énergie éolienne et solaire peu fiable devient le pacte de suicide économique de la civilisation occidentale

par stopthesethings 25 octobre 2020



Si le suicide économique était le but recherché, alors notre obsession actuelle pour les énergies éolienne et solaire, chaotiquement intermittentes et fortement subventionnées, le livrera sûrement.

La flambée des prix de l'électricité, le rationnement de l'énergie et les coupures de courant continues font partie intégrante de toute tentative sérieuse de fonctionner grâce au soleil et à la brise. Demandez à un Californien ou à un Australien du Sud : tous deux subissent des prix de l'énergie en haut de l'échelle de leur pays respectif ; tous deux ont subi un rationnement d'énergie sérieux et des coupures de courant massives chaque fois que le soleil se couche et/ou que le temps est calme.

Si on leur donnait le choix, aucun électeur bien informé ne permettrait à un parti politique de faire ce qui est fait au nom de la "sauvegarde de la planète". Bien sûr, des sondages chargés suggèrent que le prolétariat est tout à

fait favorable à l'énergie éolienne et solaire. Mais, lorsque la question se pose de savoir quels consommateurs d'énergie seraient prêts à payer pour cette énergie, la grande majorité ne paiera pas un centime de plus pour l'énergie dite "verte".

Maintenant que des millions d'emplois et des industries entières sont menacés - grâce à des verrouillages inspirés par le coronavirus draconien - la question de savoir ce qu'il adviendra de la civilisation occidentale dépend essentiellement de ce qu'il adviendra de la politique énergétique.

Tilak Doshi se penche sur la question de savoir où nous allons tous, si ceux qui nous induisent en erreur ont raison.

L'Occident a l'intention de se suicider dans le domaine de l'énergie : Réussira-t-il ?

Forbes

Tilak Doshi 10 octobre 2020

Le suicide est considéré comme un crime dans de nombreux pays. Dans un tribunal, il s'agit d'une accusation grave et les preuves doivent être concluantes pour qu'une telle accusation soit retenue (par exemple, l'avez-vous vu tenter de sauter du pont ?). Mais lorsque des sociétés (ou du moins leurs dirigeants) tentent de le faire, on peut dire que cela relève sans risque du droit souverain à l'iniquité. Dans la tradition sacrée de la démocratie libérale occidentale, tant que ses dirigeants politiques sont élus lors d'élections libres et équitables, une mauvaise gestion conduisant à la mort de la société par suicide n'est que le résultat malheureux d'une négligence grossière ou d'une intention coupable menée, par exemple, par une idéologie de désindustrialisation. Néanmoins, poursuivons l'affaire pour l'accusation.

Les preuves circonstancielles du suicide en société

Le premier élément de preuve est un article étonnant publié la semaine dernière dans le Boston Review par un professeur d'anthropologie de l'université Rutgers. Le bon professeur a estimé que le Zimbabwe et Porto Rico "fournissent des modèles pour ce que l'on pourrait appeler une "pause électricité". L'Occident, poursuit-il, a créé une vaste infrastructure pour produire et consommer de l'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an. Comme cette infrastructure repose sur "les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire qui détruisent la planète", nous devons imiter les pays pauvres susmentionnés et sauver le climat en renonçant à la demande d'un approvisionnement constant en électricité.

Pour être juste, le professeur a également noté que les Zimbabwéens et les Portoricains n'ont pas choisi d'accepter le rationnement de l'électricité mais qu'ils ont été imposés par la négligence et la corruption flagrantes de leurs gouvernements. Le professeur ne peut pas être congédié à la légère, et la Boston Review partage son domicile avec le MIT et l'université de Harvard, les temples de la sagesse de la civilisation occidentale moderne. Et la Boston Review a sa part de gloire, du moins pour ceux qui sont d'une persuasion particulière : "Lorsqu'il s'agit de publier des idées nouvelles et généreuses, la Boston Review n'a pas de pair", déclare Robin D. G. Kelley, professeur d'histoire américaine à l'université de Californie, Los Angeles, et Naomi Klein, militante et auteur de best-sellers du New York Times NYT -3,3 %, estime que "la Boston Review est si bonne en ce moment".

Passons à notre deuxième élément de preuve, cette fois-ci de l'autre côté de l'allée des "urgences climatiques". Le professeur Fritz Vahrenholt est un géant parmi les cercles environnementaux en Allemagne. (Le pays est bien connu comme le premier champion mondial pour tout ce qui touche à l'environnement et pour avoir poussé l'Europe à "zéro émission nette d'ici 2050"). Le professeur Vahrenholt est titulaire d'un doctorat en chimie et a

commencé sa carrière professionnelle à l'Agence fédérale de l'environnement à Berlin (responsable de l'industrie chimique) avant de rejoindre le ministère de l'environnement de la Hesse. De 1984 à 1990, il a occupé le poste de secrétaire d'État à l'environnement, de 1991 à 1997 celui de ministre de l'énergie et de l'environnement dans le Land de Hambourg.

Un jour avant la publication de l'article du Boston Review le 5 octobre, le professeur Vahrenholt a déclaré, dans une interview à la télévision allemande, que la science du climat était "politisée", "exagérée" et remplie de "fantaisie" et de "contes de fées". Il a déclaré que "l'Accord [de Paris] est déjà mort. Poutine dit que c'est un non-sens. Les Américains sont sortis. Les Chinois n'ont rien à faire. Tout est concentré sur une poignée de pays européens. La Commission européenne s'en occupe massivement. Et je prédis qu'ils n'atteindront les objectifs que s'ils détruisent les industries européennes." Il a fustigé l'Allemagne comme un pays "dans le déni lorsqu'il s'agit du débat mondial plus large qui se déroule sur la science du climat". Il a poursuivi en qualifiant la récente poussée de l'Europe en faveur d'objectifs de réduction des émissions encore plus stricts de folie, à l'instar de la planification centrale soviétique qui est vouée à un échec spectaculaire.

Les preuves de fond

À ce stade, l'avocat de la défense contre l'accusation de suicide social pourrait bien se présenter devant le président du tribunal en disant : "Assez, Votre Honneur, ce ne sont que des preuves circonstancielles ! Montrez la preuve à cette cour !" Après tout, le jury pourrait bien être d'accord avec la suggestion selon laquelle, malgré les solides références des deux professeurs, il s'agit toujours de simples individus qui, par la nature des choses, pourraient être enclins à l'exagération ou à l'hyperbole. Où est la preuve que la société saute du pont proverbial ?

À ce stade de la procédure judiciaire, l'accusation, peut-être avec une confiance tranquille dans son cas de suicide social, pourrait dire "allons maintenant au-delà des circonstances et entrons dans le domaine des preuves substantielles, Votre Honneur... Permettez-moi maintenant de me tourner vers l'exemple de l'Allemagne elle-même". Dans une analyse de 126 pays utilisant des données corrigées du pouvoir d'achat, l'Allemagne se classe au 16e rang du classement international (le plus élevé d'Europe) en ce qui concerne les prix de l'électricité pour les ménages. La plupart des pays où les prix sont encore plus élevés sont des pays en développement en crise comme le Rwanda, la Sierra Leone et le Burkina Faso, où de nombreuses personnes ne peuvent pas du tout s'offrir l'électricité, ou des pays insulaires isolés comme Vanuatu, les îles Cook et Tonga. Selon les données de mars 2020, le prix de l'électricité pour les ménages en Allemagne était de 0,38 \$ par kilowattheure (kWh), contre 0,15 \$ pour les ménages américains, 0,17 \$ pour la Suède, 0,21 \$ pour la France et 0,26 \$ pour le Royaume-Uni.

L'Allemagne a abattu des milliers d'hectares de ses anciennes forêts teutoniques et menace ses espèces d'oiseaux et de chauves-souris en voie de disparition en construisant des milliers d'éoliennes dont les pales sont faites de résines époxy ou polyester renforcées de fibres de verre à base de pétrole et qui sont fabriquées dans des fours alimentés au gaz naturel, ses moteurs utilisant des terres rares telles que le dysprosium, le néodyme et le praséodyme qui sont extraites à l'aide de combustibles fossiles.

Les éoliennes sont construites sur des milliers de tonnes de tours en béton armé avec du ciment et de l'acier fabriqués dans des usines qui consomment beaucoup de combustibles fossiles. Plus inquiétant encore, le principal magazine allemand Der Spiegel a découvert qu'en 2014, 17 % de tous les ménages allemands vivent dans la pauvreté en raison d'une "explosion du coût de l'énergie". Depuis lors, dans la ruée des Verts pour fermer ses réacteurs nucléaires, ses centrales électriques au gaz naturel et au charbon, le prix moyen de l'électricité pour un ménage de trois personnes a augmenté de près de 68 % au cours des 15 dernières années.

Passons à un autre exemple de suicide sociétal de premier plan : La Californie. Selon l'ingénieur Ronald Stein, "la direction et les actions de la croisade verte de la Californie augmentent les coûts de l'électricité et des combustibles, ce qui garantit la croissance des sans-abri, de la pauvreté et des populations bénéficiaires de l'aide sociale, et alimente (sans jeu de mots) la crise de l'accessibilité des logements".

La Californie, cinquième économie mondiale, importe désormais la majeure partie de son pétrole brut de l'étranger (puisque l'extraction de ses abondantes ressources pétrolières locales est pratiquement interdite) et elle importe près d'un tiers de son électricité des États voisins (puisque les centrales nucléaires et au gaz naturel sont progressivement fermées par la législation).

Entre 2011 et 2017, les prix de l'électricité en Californie ont augmenté cinq fois plus vite qu'à l'échelle nationale et aujourd'hui, les Californiens paient en moyenne 60 % de plus que le reste du pays pour l'électricité résidentielle, commerciale et industrielle. Avec les pannes d'électricité permanentes, la Californie s'est donné un statut de pays du tiers monde. En effet, il semble que l'État ait anticipé les conseils du célèbre professeur d'anthropologie de l'université Rutgers.

Dans un remarquable moment de franchise, le gouverneur Gavin Newsom a déclaré à la mi-août que la transition de l'État vers l'abandon des combustibles fossiles est un facteur qui contribue aux pannes d'électricité permanentes. L'élimination des produits à base de combustibles fossiles et le passage à l'énergie solaire, aux éoliennes et à d'autres formes d'énergie verte ont conduit à ce que M. Newsom a appelé des "lacunes" dans la fiabilité du réseau énergétique. Pour couronner le tout, le gouverneur a signé le 23 septembre un décret interdisant la vente de nouveaux véhicules à essence dans un délai de 15 ans afin de réduire la pollution atmosphérique et d'atteindre les objectifs de l'État en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) a rendu ce verdict de bon sens au gouverneur Newsom : "Le record de la Californie en matière de pannes d'électricité - sans précédent par son ampleur et sa portée - associé aux récentes demandes d'électricité adressées aux États voisins pose la question de savoir comment vous comptez gérer un parc de voitures électriques qui entraînera une augmentation importante de la demande d'électricité, alors que vous ne pouvez même pas garder les lumières allumées aujourd'hui".

Mais c'est pour sauver la planète !

À ce stade, l'avocat de la défense ferait appel à ce qui semble être l'arbitre moral ultime de tout débat lié à la politique énergétique : "Nous devons sauver la planète !". La défense conclura que c'est tout ce qu'il y a à dire sur cette trop longue bataille judiciaire. "Nous ne nous suicidons pas, Votre Honneur, mais nous faisons de notre mieux pour éviter cette fuite en avant vers le suicide que le procureur interprète de façon si erronée". Et, avec un peu d'éclat, la défense pourrait reposer ses arguments sur le dévoilement d'un tableau prédictif du réchauffement climatique qui menace d'une catastrophe planétaire imminente pour un effet maximum sur le jury.

Mais l'accusation pourrait offrir un dernier contre-pouvoir avant de terminer sa plaidoirie. Le procureur consulte les travaux du lauréat du prix Nobel William Nordhaus - dont les travaux pionniers sur l'économie du changement climatique lui ont valu ce prix - et déclare que les meilleures recherches actuelles montrent que le coût du changement climatique d'ici la fin du siècle, si nous ne faisons rien, sera inférieur à 4 % du PIB mondial. Cela signifie, comme le dit l'auteur Bjorn Lomborg, "sceptique à l'égard de l'environnement", qui est le best-seller du New York Times, "qu'au lieu de voir les revenus augmenter de 450 % d'ici 2100, ils pourraient "seulement" augmenter de 434 %.

Mais "comment peut-on se fier à cette affirmation ?" pourrait demander un juré ou le juge lui-même. "Eh bien, autant que l'on peut se fier au tableau du réchauffement climatique sur les crosses de hockey", vient la réponse inévitable. Par exemple, que peut-on faire d'un tableau prédictif de la température mondiale à long terme qui n'enregistre pas les périodes de réchauffement romain et médiéval bien documentées avec des températures aussi élevées (ou plus élevées) que celles qui sont actuellement indiquées dans d'autres tableaux ?

Résolution ultime : Le peuple agira

À ce stade, un spectateur de ce drame judiciaire pourrait bien lever la main en signe d'exaspération et dire qu'un jury sans voix est inévitable. Mais si c'est le cas dans notre tribunal théorique, il y a forcément une solution dans la vie réelle. Il n'y a rien de théorique dans la force imparable de l'alarmisme climatique qui rencontre l'objet immuable de l'attachement naturel des gens à leur niveau de vie matériel habituel. Et de telles résolutions se produisent en temps réel, dans différentes parties du monde, et pourraient bien être les principaux indicateurs permettant de savoir si un suicide économique est en vue en Europe et peut-être dans les États-Unis de l'après-Trump.

L'un des exemples les plus frappants de résolution a peut-être eu lieu lors des élections nationales de 2019 en Australie, où le Premier ministre de la coalition de centre-droit dirigée par les libéraux, Scott Morrison, a conservé le pouvoir malgré tous les sondages d'opinion qui prédisaient une victoire facile des travaillistes. La stratégie électorale du parti travailliste d'opposition, qui consistait à faire de l'alarmisme climatique et de la législation antichar la question clé, s'est gravement retournée contre lui dans ce qui a été largement qualifié d'"élection climatique". Un commentateur australien a fait cette remarque : "Comment perdre l'élection non perdable : soyez anti-charbon".

Le bouleversement électoral américain de 2016 présente également des similitudes. Hillary Clinton, qui n'a pas été élue à la présidence, a déclaré que son plus grand regret était d'avoir doublé la "guerre contre le charbon" de l'ancien président Obama et d'avoir déclaré dans sa campagne électorale que "nous allons mettre en faillite beaucoup de mineurs et de compagnies de charbon".

Le jury est d'accord : la croissance économique moderne n'a pas montré un seul exemple de pays se développant avec succès sans l'utilisation concomitante de combustibles fossiles, et les gens ordinaires à travers le monde en sont pleinement conscients.

Forbes



Les électeurs australiens n'étaient pas prêts à boire le Kool-Aid.

Les villes chinoises qui s'affaissent

Reporting by David Stanway Photography by Jason Lee.



Au cœur des régions charbonnières du nord de la province du Shanxi, les habitants du village de Helin mènent une bataille perdue d'avance, alors que le sol s'enfonce sous leurs pieds : ils réparent les fissures, reconstruisent les murs et comblent les cavités causées par des décennies d'exploitation du charbon.

Une centaine de puits à Helin - enfouis dans les collines de la périphérie rurale de la ville de Xiaoyi - ont été épuisés, et les hameaux encombrés vacillent dangereusement sur les pentes fragiles des mines. Mais alors que les autorités locales ont commencé à évacuer des centaines de milliers de résidents les plus menacés ailleurs dans la province du Shanxi, la situation d'Helin - bien que grave - n'est pas encore considérée comme une priorité.

"On ne nous a pas encore dit de partir, mais quand le gouvernement nous en donnera l'ordre, nous serons heureux de partir", a déclaré Wang Junqi, qui vit dans un immeuble d'une pièce avec sa famille. "Ce n'est pas sûr ici et les gens qui ont un peu d'argent sont déjà partis. C'est effrayant, mais que pouvons-nous faire ?

Les mines qui se sont enfouies sous les villages et les villes pendant les trois décennies de boom du charbon en Chine ont laissé aux autorités la nécessité d'évacuer des centaines de communautés qui risquaient de sombrer. La province de Shanxi à elle seule prévoit de déplacer 655 000 habitants d'ici la fin de l'année prochaine des anciennes régions minières peu sûres, le coût de la relocalisation étant estimé à 15,8 milliards de yuans (2,37 milliards de dollars). Le gouvernement du Shanxi estime que l'extraction du charbon a coûté à la province 77 milliards de yuans en "pertes économiques environnementales".

Les affaissements dus aux mines ne sont pas propres à la Chine, mais ses problèmes éclipsent ceux des autres pays.

Un panneau d'affichage dans un bâtiment désaffecté du Parti communiste dans un village abandonné non loin d'Helin donne une idée de l'ampleur de la catastrophe.

Il énumère 19 "zones de catastrophe" géologiques réparties dans 23 villages, 55 glissements de terrain, 950 fissures dans le sol et 808 affaissements de mines, le tout sur une superficie de 13,25 kilomètres carrés seulement.

Selon les données officielles, l'extraction du charbon avait déjà provoqué pas moins de 26 000 catastrophes géologiques à la fin de 2014, et pas moins de 10 000 kilomètres carrés de terres ont été touchés, soit une superficie de la taille de la Gambie en Afrique, selon certaines estimations.

Le ministère chinois des territoires a déclaré le mois dernier qu'il dépenserait 75 milliards de yuans (11,27 milliards de dollars) au cours des cinq prochaines années pour restaurer les terres exploitées et traiter les déchets miniers dans tout le pays.

La facture environnementale croissante arrive à un moment où le secteur du charbon chinois, touché par la crise, est confronté à des dettes croissantes, à une baisse de la demande et à une chute des prix à long terme après que le boom se soit transformé en un fiasco.

Le secteur du charbon, comme d'autres industries de base en Chine comme l'acier, est maintenant confronté à une surcapacité estimée à environ 2 milliards de tonnes par an, car la croissance de la demande ralentit et le pays promeut des formes d'énergie plus propres. La Chine a prévu de fermer environ 1 000 mines de charbon rien que cette année, dont un grand nombre dans des zones résidentielles comme Helin, car elle réduit la part du charbon dans la consommation totale d'énergie à 62 % d'ici 2020.

Pendant les années de boom, alors que les prix et les profits montaient en flèche, les mineurs étaient encouragés à creuser plus loin et plus profondément, empiétant sur les zones résidentielles et les terres agricoles. Alors que les grandes entreprises publiques déplaçaient souvent des villages entiers, les petits mineurs privés, à la recherche de profits rapides, creusaient simplement sous et autour des communautés. Avec l'augmentation des revenus des taxes minières, les gouvernements locaux étaient réticents à imposer des contrôles plus stricts sur l'industrie.

L'industrie a contribué à financer des chantiers de construction comme celui de Xiaoyi, où se trouve Helin, en remplissant les caisses fiscales des gouvernements locaux et en dotant le centre ville de rangées d'immeubles de luxe largement inoccupés.

Ce qui était autrefois une aubaine pour les gouvernements s'est transformé en un fardeau : Xiaoyi a déjà dépensé plus de 6 milliards de yuans (901,31 millions de dollars) pour traiter les affaissements, a déclaré le gouvernement. Avec la ville voisine de Luliang, elle prévoit de reloger jusqu'à 230 000 personnes au cours de la période 2014-2017.

Peu d'argent pour déplacer les communautés et restaurer les terres vient des mineurs eux-mêmes, alors que c'était censé être le plan au départ.

Les mineurs sont tenus de payer des "droits d'affaissement" pour financer le nettoyage à la fermeture de leurs mines. Le groupe industriel Datong Coal, le seul mineur d'État à donner des détails, n'a payé que 1,4 million de yuans de ces frais de janvier à mars de cette année, soit 0,04 % de ses coûts globaux, selon son rapport trimestriel.

Jiang Jian, un législateur de la province du Shandong, a déclaré que Pékin devait élaborer des mesures détaillées pour déterminer combien les entreprises minières devraient payer.

De nombreux sites parmi les plus touchés ont été abandonnés depuis longtemps, ce qui rend plus difficile de décider qui est responsable, a-t-elle noté, de sorte que Pékin doit également mettre en place des fonds dédiés pour aider à payer les coûts d'assainissement, y compris le traitement et l'élimination des déchets miniers. Pour contribuer à la dépollution, la Chine encourage les promoteurs à transformer les sites miniers abandonnés en projets d'énergie éolienne et solaire. De janvier à juin, l'énergie solaire n'a représenté que 0,6 % de la production totale d'électricité en Chine, et l'énergie éolienne 3,6 % seulement.

Un projet de démonstration de l'énergie solaire a été réalisé dans la périphérie orientale de Datong, également dans le Shanxi, sur un terrain endommagé par l'exploitation minière et impropre à l'agriculture. La région était autrefois une région charbonnière prospère avec plus de 1 000 mines, mais l'extraction a cessé après l'effondrement des prix, et l'économie locale s'est effondrée.

"Avant que nous n'arrivions ici, ce terrain ne convenait à aucune plantation, mais maintenant au moins une partie peut être utilisée", a déclaré He Xin, chef de projet du groupe United Photovoltaics, qui possède et exploite une ferme solaire de 100 mégawatts sur le site.

David Stanway
(Posté par J-Pierre Dieterlen)

États-Unis : le nombre de foyers ayant du mal à se nourrir a explosé avec la crise sanitaire

par [Pascal Hérard](#) Mise à jour 19.10.2020



Des bénévoles travaillant pour la banque alimentaire de Tampa Bay distribuent de la nourriture aux habitants nécessiteux de Hillsborough College, en mai 2020 en Floride. La crise sanitaire a fait exploser les demandes d'aide alimentaire aux États-Unis. (Photo AP / Chris O'Meara)

La faim tenaille des millions de foyers américains qui n'arrivent plus à manger suffisamment tous les jours, dont une grande partie sont des foyers avec des enfants, issus des minorités afro-américaines et hispaniques. Ce phénomène très inquiétant est amplifié par la pandémie de Covid-19 et des programmes fédéraux insuffisants. Explications.

Le Bureau du recensement et du ministère de l'Agriculture vient de publier une étude alarmante [sur l'insécurité alimentaire aux États-Unis](#). Cette année — selon cette étude — le "niveau de faim" dans les ménages américains qui n'ont pas un accès correct et quotidien à la nourriture, a triplé par rapport à 2019. Plus inquiétant encore, la proportion d'enfants américains qui n'ont parfois pas assez à manger est aujourd'hui 14 fois plus élevée qu'elle ne l'était l'année dernière. La crise sanitaire — et ses conséquences économiques déléteres — a décuplé ce phénomène d'insécurité alimentaire dans ce pays, par ailleurs le plus riche du monde.

La faim explose dans le pays le plus riche du monde

Le Centre sur les priorités budgétaires et politiques (CPBP) de Washington, [dans un long article du 10 septembre 2020](#), analyse les chiffres qui viennent de tomber sur l'insécurité alimentaire aux États-Unis. Cette analyse souligne — au-delà de la croissance du nombre de personnes touchées — les disparités entre les différentes populations touchées : *"Environ 10 pour cent de tous les adultes ont déclaré que leur ménage n'avait parfois ou souvent, pas assez à manger au cours des sept derniers jours, selon les dernières données recueillies du 19 au 31 août. Les chiffres sont encore plus élevés pour les adultes noirs et latinos, avec 19 pour cent des Noirs et 17 pour cent des adultes latinos, contre 7 pour cent des adultes blancs."*



Des voitures font la queue pour la distribution de nourriture à Tampa, en Floride début mai 2020. Cette banque alimentaire avait déjà l'intention de distribuer plus de 3500 repas au public prises avec les effets du coronavirus, à l'époque. (AP Photo/Chris O'Meara)

Le nombre de familles ayant des difficultés à se nourrir n'est pas un phénomène nouveau aux États-Unis, mais *"il a explosé pendant le Covid-19"* comme le stipule le CPBP. Des grandes villes aux villes moyennes, les banques alimentaires privées déclarent être débordées. Pour exemple, au Texas, des milliers de personnes font la queue dans leur voiture pour obtenir de la nourriture. Une augmentation de 600 pour cent de la demande a eu lieu dans une banque alimentaire du sud de la Floride. À New York, le nombre de personnes desservies par un "garde-manger d'urgence" est passé de 3 715 en février à plus de 18 000 aujourd'hui.

Une responsable — depuis 23 ans — de banque alimentaire à Milwaukee, Sherrie Tussler, [témoigne auprès du journal en ligne The Intercept](#) : *"Au cours de ma carrière, j'ai rencontré de nombreuses personnes désespérément pauvres, mais je n'ai jamais vu de circonstances aussi bizarres et compliquées qu'à l'heure actuelle."* La faim touche plusieurs millions de personnes aux États-Unis en 2020 dont une part importante sont des enfants.

Enfants pauvres américains en insécurité alimentaire

L'augmentation de la faim chez les enfants américains est particulièrement inquiétante. Le CPBP explique ainsi que *"les parents veulent protéger leurs enfants de la faim, et parfois, à l'heure du repas, ils retournent dans la cuisine pour que les enfants ne remarquent pas qu'ils ne mangent pas eux-mêmes."* Le problème est que lorsque les enfants ont faim, il y a peu de nourriture pour tout le monde.

Analyse du CPBP sur les différences entre 2019 et 2020 (après l'épidémie de Covid-19)

Environ 3,7% des adultes ont déclaré que leur ménage n'avait "pas assez à manger" parfois ou souvent au cours **des 12 mois de 2019**. **10% des adultes** ont signalé **ce même problème** mais **pour la semaine précédente** dans les enquêtes **d'août 2020**. De même, **environ 1% des adultes avec enfants** dans les données de 2019 ont déclaré que les enfants mangeaient **parfois ou souvent pas assez**, à un moment donné **au cours des 30 derniers jours**, contre **14% ayant signalé ce problème** au cours **des sept derniers jours** dans la dernière enquête de l'été 2020.

Sans surprise, se passer de nourriture régulière engendre des problèmes de santé importants pour les enfants. Le CPBP souligne que des études ont montré que les enfants vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire souffraient de taux accrus d'anémie, d'asthme, de lésions neurologiques à long terme et de nombreuses autres affections.

Statistiques sur l'insécurité alimentaire des enfants américains au 30 juin 2020 :

Millions of Children in Households Struggling to Afford the Basics



Source: CBPP analysis of Household Pulse Survey for week ending June 30

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES | CBPP.ORG

[Centre sur les priorités budgétaires et politiques, 30 juin 2020](#)

"Des millions d'enfants dans des foyers luttant pour fournir le minimum de base."

— **7 millions d'enfants vivent dans des maisons en location.**

— **8 à 15 millions d'enfants vivent dans un foyer où les enfants ne mangent pas assez parce qu'ils ne peuvent pas se le permettre.**

La pédiatre Megan Sandel, professeure à l'université de médecine de Boston s'inquiète auprès de *The Intercept* des conséquences médicales chez les enfants causées par l'insécurité alimentaire : *"Quand vous pensez à ce que sont les premières années de la vie et que c'est à ce moment-là que vous développez le cerveau dont vous avez*

besoin pour le reste de votre vie... Cette pandémie va vraiment toucher une génération d'enfants." De plus, et pour ne rien arranger, les enfants qui ont faim pendant la classe n'arrivent pas se concentrer et sont beaucoup plus touchés par l'échec scolaire, comme [les études sur le sujet le démontrent](#).

Les politiques pointées du doigt

L'analyse du CPBP estime que le Congrès n'a pas fait assez pour aider les Américains à "mettre de la nourriture sur la table" malgré le vote d'un système de bons alimentaires en mai dernier. Les derniers chiffres soulignent un échec des programmes alimentaires du gouvernement fédéral, selon l'institution publique. Le programme d'aide nutritionnelle — c'est-à-dire les bons alimentaires — est accessible aux Américains de tous âges. Mais le programme spécifique de nutrition supplémentaire pour les femmes, les nourrissons et les enfants — mieux connu sous le nom de WIC — ainsi que le programme national de repas scolaires visant en grande partie spécifiquement à prévenir la faim chez les enfants, sont eux très réduits. Le CPBP dénonce cet "oubli" de la part des autorités fédérales à l'égard des plus fragiles et les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Une famille sur 3 avec des enfants n'aurait pas assez de nourriture aujourd'hui aux États-Unis, [comme le relaye ce 22 septembre 2020 la chaîne CBS News](#).

Les populations les plus touchées par cette pauvreté extrême — qui les prive d'une alimentation régulière et suffisante, faute de moyens —, sont pour le CPBP *"celles qui subissent de graves inégalités de longue date, souvent liées au racisme structurel. Par exemple, les Noirs et les Latinos travaillent de manière disproportionnée dans des industries à bas salaires avec de profondes pertes d'emplois pendant la récession."*

Les difficultés alimentaires sont devenues un problème grave aux États-Unis, et le Centre sur les priorités budgétaires et politiques de mettre en garde la classe politique : *"Les dirigeants républicains de la Maison Blanche et du Sénat vont devoir changer de cap, car jusqu'à présent, ils ont offert des propositions de secours inadéquates qui n'incluent aucune aide alimentaire supplémentaire."* L'élection présidentielle aura lieu dans moins d'un mois et demi, et si [Joe Biden a demandé à Donald Trump en mai dernier "d'augmenter de toute urgence les budgets pour l'aide alimentaire"](#), rien ne semble avoir bougé pour l'instant.

Il n'en reste pas moins que chaque année, selon le ministère de l'Agriculture, 31% de l'approvisionnement alimentaire américain au niveau de la vente au détail et des consommateurs est jeté d'une manière ou d'une autre. Cela se traduit par plus de 60 milliards de milliards de kilos de nourriture gaspillée, d'une valeur de 161 milliards de dollars. Ce montant représente presque deux fois celui que le gouvernement fédéral dépense pour tous ses programmes alimentaires combinés...

SECTION ÉCONOMIE



Le monde n'a aucune chance d'aller de l'avant et de voir la croissance repartir avant que le système financier actuel ne s'effondre.

Publié le 28 octobre 2020 à 10:00:13 / 2 commentaires / 383 vues

Il n'y a que deux manières de gérer un système financier qui a une exposition d'1.500.000 milliards de dollars sur les produits dérivés avec des bilans

bancaires... Lire la suite



“GROS CLASH” entre Christian de Boissieu, professeur d'économie à la Sorbonne & Olivier Delamarche sur les FAUX chiffres du chômage US

Publié le 28 octobre 2020 à 10:56:31 / 11 commentaires / 2 451 vues

Olivier Delamarche: “On est sur des chiffres US de l'emploi qui sont complètement manipulés, complètement faux, et je peux vous dire une chose,

c'est que... Lire la suite



Soit les banques centrales imprimeront des quantités illimitées d'argent, ou bien les banques feront faillite.

Publié le 28 octobre 2020 à 09:00:18 / 1 commentaire / 333 vues

Il n'y a que deux manières de gérer un système financier qui a une exposition d'1.500.000 milliards de dollars sur les produits dérivés avec des bilans bancaires... Lire la suite



La création de crédit mène à la dévaluation de la monnaie et, en termes réels, il n'y a pas de vraie croissance.

Publié le 28 octobre 2020 à 08:00:04 / 2 commentaires / 320 vues

Il est, bien sûr, impossible de prédire exactement quand implosera cette bulle formée lors d'un super-cycle de cent ans. Elle dure déjà beaucoup plus longtemps que... Lire la suite



La destruction monétaire est la norme historique. Aucune monnaie papier n'a jamais survécu !!

Publié le 28 octobre 2020 à 06:00:52 / 0 commentaire / 364 vues

Il est fascinant de voir que la destruction monétaire est la norme historique et qu'aucune monnaie papier n'a jamais survécu. Il semble donc peu probable que l'on... Lire la suite

Le monde n'a aucune chance d'aller de l'avant et de voir la croissance repartir avant que le système financier actuel ne s'effondre.

Source: [kingworldnews](https://kingworldnews.com) Le 28 Oct 2020



Il n'y a que deux manières de gérer un système financier qui a une exposition d'1.500.000 milliards de dollars sur les produits dérivés avec des bilans bancaires déjà insolubles. Soit les banques centrales imprimeront des quantités illimitées d'argent, ce qui finira par arriver de toute façon, ou bien les banques feront faillite. Dans les deux cas, cela conduira à une destruction continue de la plupart des devises et, éventuellement, à une implosion du système financier comme nous pouvons déjà le constater aujourd'hui. Mais puisque nous parlons d'un système corrompu qui manipule chaque marché, un effondrement de ce système sera une aubaine et la seule manière de remplacer un système voué à disparaître.

Le monde n'a aucune chance d'aller de l'avant et de voir la croissance repartir avant que le système financier actuel ne s'effondre. A mon sens, ce système doit mourir, et toute tentative pour essayer de sauver ce système n'aboutira qu'à un effondrement encore plus important. Oui, cela engendrera malheureusement la misère et un ajustement majeur pour la plupart des gens. Mais c'est une adaptation nécessaire afin que le monde puisse à nouveau connaître une croissance saine et ce sans un endettement excessif. Car avec [une dette mondiale de plus de 250.000 milliards de dollars](#) et une exposition d'1.500.000 de milliards de dollars sur les produits dérivés, il n'y a aucune chance pour que l'économie mondiale puisse repartir. Toute cette dette doit implorer, ainsi que les prix des actifs qui ont été alimentés par cette même dette.

Soit les banques centrales imprimeront des quantités illimitées d'argent, ou bien les banques feront faillite.

Source: [kingworldnews](#) Le 28 Oct 2020



Il n'y a que deux manières de gérer un système financier qui a une exposition d'1.500.000 milliards de dollars sur les produits dérivés avec des bilans bancaires déjà insolubles. Soit les banques centrales imprimeront des quantités illimitées d'argent, ce qui finira par arriver de toute façon, ou bien les banques feront faillite. Dans les deux cas, cela conduira à une destruction continue de la plupart des devises et, éventuellement, à une implosion du système financier comme nous pouvons déjà le constater aujourd'hui. Mais puisque nous parlons d'un système corrompu qui manipule chaque marché, un effondrement de ce système sera une aubaine et la seule manière de remplacer un système voué à disparaître.

Le monde n'a aucune chance d'aller de l'avant et de voir la croissance repartir avant que le système financier actuel ne s'effondre. A mon sens, ce système doit mourir, et toute tentative pour essayer de sauver ce système n'aboutira qu'à un effondrement encore plus important. Oui, cela engendrera malheureusement la misère et un ajustement majeur pour la plupart des gens. Mais c'est une adaptation nécessaire afin que le monde puisse à nouveau connaître une croissance saine et ce sans un endettement excessif. Car avec [une dette mondiale de plus de 250.000 milliards de dollars](#) et une exposition d'1.500.000 de milliards de dollars sur les produits dérivés, il n'y a aucune chance pour que l'économie mondiale puisse repartir. Toute cette dette doit implorer, ainsi que les prix des actifs qui ont été alimentés par cette même dette.

La création de crédit mène à la dévaluation de la monnaie et, en termes réels, il n'y a pas de vraie croissance.

Source: or.fr Le 28 Oct 2020



Il est, bien sûr, impossible de prédire exactement quand implosera cette bulle formée lors d'un super-cycle de cent ans. Elle dure déjà beaucoup plus longtemps que nous ne l'aurions cru. Mais les gouvernements, les banques centrales, ainsi que les banques commerciales, ont réussi à injecter des quantités illimitées de monnaie dans le système pour que ce schéma de Ponzi puisse continuer.

La plupart des gens ne comprennent pas ce qui arrive à leur monnaie. Ils croient que leurs dollars, livres ou euros valent la même chose qu'il y a dix ans, ou 25 ans. Depuis la création de la Réserve fédérale en 1913, toutes les principales devises ont perdu 97-99% de leur valeur. Cela signifie que l'épargne a été diluée dans les mêmes proportions. L'épargne est essentielle pour faire croître l'économie de manière saine. L'épargne est à la base des investissements qui amèneront la croissance dans tous les secteurs de l'économie, qu'il s'agisse de la fabrication, de l'immobilier ou de l'infrastructure. Pour obtenir une croissance réelle, il faut de l'épargne. La croissance que le monde a connue ces dernières décennies, surtout depuis 1971 et la fin de la convertibilité du dollar en or, a reposé sur une expansion massive de la dette. La création de crédit mène à la dévaluation de la monnaie et, en termes réels, il n'y a pas de vraie croissance. C'est la raison pour laquelle les salaires moyens pour les travailleurs ordinaires ne montent pas dans de nombreux pays, comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

Le monde découvrira bientôt à quel point la croissance mondiale est trompeuse et dangereuse, parce qu'elle est basée sur de la monnaie-papier. Quand cette base s'effondrera, tous les actifs qui ont été gonflés à en devenir des bulles perdront une grande partie de leur valeur.

La destruction monétaire est la norme historique. Aucune monnaie papier n'a jamais survécu !!

Source: or.fr Le 28 Oct 2020



Il est fascinant de voir que la destruction monétaire est la norme historique et qu'aucune monnaie papier n'a jamais survécu. Il semble donc peu probable que l'on connaisse un jour un système avec une monnaie saine. Il y a eu des périodes où c'était le cas, mais ces moments n'ont pas duré longtemps. Le pouvoir a un tel effet nocif sur les politiques que l'envie d'imprimer et de dépenser de l'argent semble irrésistible.

La solution la plus simple serait de se débarrasser de toutes les banques centrales car elles sont la raison principale pour laquelle les monnaies se déprécient et finissent par avoir moins de valeur que le bout de papier sur lequel elles sont imprimées. Les banques centrales remplissent deux fonctions principales : elles manipulent artificiellement les taux d'intérêt et elles impriment de la monnaie. En manipulant les taux d'intérêt, elles détruisent les lois naturelles de l'offre et de la demande. Si la demande pour l'argent est forte, les taux d'intérêt dans un marché libre vont monter pour freiner la demande de monnaie. De plus, des taux d'intérêts supérieurs compensent correctement les déposants pour les risques supplémentaires qu'ils prennent.

Manipulation financière sans précédent

Ce qui se passe aujourd'hui est l'opposé d'un marché libre. La dette mondiale a été multipliée par plus de dix en 25 ans et les taux d'intérêt sont nuls voire négatifs. Nous assistons à une répression financière ou manipulation sans précédent. Elle détruit complètement le libre marché et sème les graines d'une apocalypse financière. A chaque fois que les lois naturelles de l'offre et la demande ont été perturbés, cela a toujours engendré de graves conséquences.

Une chose est sûre. Le système financier actuel ne survivra pas parce qu'il repose sur des principes qui ne sont pas durables. Dans un tel système, il n'y a pas de monnaie saine.

L'or est la seule vraie monnaie, et il continuera à refléter la mauvaise gestion de l'économie mondiale ainsi que la dépréciation des monnaies jusqu'à ce qu'elles finissent par ne plus rien valoir.

Les entreprises de médias sociaux ne sont pas les gentils. **Elles ne sont pas non plus des monopoles.**

Ryan McMaken 10/24/2020 Mises.org



Il existe de nombreuses bonnes raisons de détester les médias sociaux. Ils ont un effet négatif sur la santé mentale. Ils donnent une vision biaisée et inexacte du monde réel. C'est un outil de manipulation utilisé par des milliardaires profondément partisans.

Mais il y a une chose que toute entreprise de médias sociaux n'est pas : un monopole.

Pourtant, certains critiques de ces sociétés lancent avec désinvolture le mot "monopole" dans le but de convaincre le public et les politiciens que le pouvoir du gouvernement doit être étendu (une fois de plus) pour

réglementer une autre industrie. On nous dit que les utilisateurs ne peuvent rien faire lorsque ces entreprises suppriment (c'est-à-dire "censurent") des messages politiquement incorrects, contrôlant ainsi ce que les utilisateurs peuvent lire ou partager dans leurs flux d'informations. Le fait que les utilisateurs ne partent pas pour une autre plateforme de médias sociaux, affirme-t-on, est la preuve indéniable que ces entreprises sont des monopoles.

Il n'est pas difficile de trouver des experts et des chroniqueurs qui font cette affirmation (par exemple, [ici](#) et [ici](#)). Roger Simon, de PJMedia, en tire la conclusion prévisible : que le gouvernement fédéral résolve le problème avec de nouveaux pouvoirs antitrust !

Cependant, une fois que nous commençons à creuser un peu plus, il devient rapidement évident que des entreprises comme Facebook et Twitter n'ont pas le contrôle monopolistique sur l'offre - une condition préalable pour obtenir un monopole - et qu'elles ne pratiquent pas de prix monopolistiques. En effet, les personnes qui dirigent les entreprises de médias sociaux peuvent faire beaucoup de choses peu recommandables et alarmantes, mais cela ne fait pas d'elles des monopolistes

Monopoliser l'offre, puis imposer des prix de monopole

La première étape pour obtenir un monopole consiste à gagner une grande part de marché dans un certain secteur. Bien que l'on pense souvent que les monopolistes gagnent cette part de marché par des moyens malhonnêtes, cela n'est pas nécessaire. Une entreprise pourrait gagner une part de marché considérable en anticipant simplement mieux ce que veulent les consommateurs. Mais la sinistre étape suivante est toujours la même : le "monopoliste" utilise sa position exaltée sur le marché pour contraindre ses concurrents à cesser leurs activités et empêcher d'autres de pénétrer sur le marché. Une fois cette étape franchie, le monopoliste peut contrôler la disponibilité des biens et des services et faire payer à ses clients des "prix de monopole" gonflés. Les clients, qui n'ont nulle part où aller, n'ont d'autre choix dans cette situation que de payer les prix plus élevés.

Notez que pour facturer ces prix élevés, il faut d'abord éliminer la concurrence afin de contrôler l'offre de biens sur le marché. Si un monopoliste tente d'augmenter les prix avant de contrôler l'offre, les prix élevés inviteront de nouveaux concurrents à entrer sur le marché, et la concurrence fera baisser les prix. En d'autres termes, comme Ludwig von Mises l'a formulé : "Le monopole [sur l'offre] est une condition préalable à l'émergence de prix monopolistiques".

Quels services les entreprises de médias sociaux fournissent-elles ?

Mais avant de pouvoir déterminer si les entreprises de médias sociaux contrôlent l'offre de services, nous devons d'abord comprendre quels sont exactement ces services.

Il n'y a pas de réponse facile à cette question, car les entreprises de médias sociaux fournissent des services à plus d'un groupe. Elles fournissent des possibilités de publicité aux annonceurs et leur vendent l'accès aux utilisateurs du site. Mais les entreprises de médias sociaux fournissent également l'"expérience des médias sociaux" aux utilisateurs. Cette expérience est fournie aux utilisateurs en échange de leurs données personnelles.

Étant donné que les critiques les plus récentes à l'encontre des entreprises de médias sociaux se concentrent sur les abus supposés de ces entreprises envers les utilisateurs par le biais de la "censure", nous nous concentrerons sur le service offert aux utilisateurs : la possibilité de communiquer et de partager des informations avec d'autres utilisateurs dans les limites d'une plate-forme de médias sociaux spécifique.¹

Les entreprises contrôlent-elles l'offre ?

Si les entreprises de médias sociaux sont des monopoles, alors elles doivent être en mesure de contrôler l'offre de ces services de médias sociaux. En d'autres termes, elles peuvent contrôler si un utilisateur potentiel peut ou non accéder à l'expérience des médias sociaux, ce qui implique de pouvoir communiquer avec d'autres utilisateurs.

Il est clair que dans certains cas, les utilisateurs sont effectivement empêchés d'utiliser pleinement ces services lorsqu'ils sont interdits sur certaines plateformes, ou limités dans ce qu'ils peuvent partager avec d'autres utilisateurs.

Dans ces cas, l'utilisateur banni doit faire appel à d'autres fournisseurs. Un utilisateur qui est interdit de partager des vidéos sur YouTube doit plutôt partager des vidéos sur Vimeo ou Bitchute. Un utilisateur qui est banni de Twitter doit utiliser Facebook ou Gab pour obtenir des services similaires.

Mais même en supposant qu'il existe une alliance secrète entre Facebook, Twitter et YouTube pour interdire certains types de personnes, cette alliance des trois grands a-t-elle contrôlé la fourniture de médias sociaux comme le ferait une entreprise ou un cartel s'il jouissait d'un monopole ?

Dans un sens au moins, la réponse est clairement non. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'obstacles juridiques - du moins pas au-delà de ceux qui s'appliquent également aux autres entreprises - qui ne manqueront pas de condamner les efforts d'un nouvel arrivant entrepreneurial pour rejoindre le marché des médias sociaux en tant que fournisseur. En effet, nous le savons parce que d'autres entreprises ont déjà pénétré le marché. Il s'agit notamment de Snapchat, LinkedIn, Gab, Parler, Bitchute, Vimeo et Dailymotion, entre autres. Les utilisateurs de médias sociaux ont donc plusieurs options en plus de la poignée de grandes entreprises qui dominent le secteur.

Les médias sociaux en tant que "monopole naturel".

Ce fait est cependant insuffisant pour dissuader l'avocat typique du récit "Facebook-est un monopole", dont certains prétendent qu'une fois qu'un réseau de médias sociaux compte un grand nombre d'utilisateurs, il peut contrôler l'offre indéfiniment grâce aux effets de réseau. Cette théorie a été bien exposée par John Barrett à Tech News World. Barrett affirme qu'un réseau de médias sociaux,

comme tout autre réseau, se développe au fur et à mesure que le nombre d'utilisateurs augmente. Il se développe également à mesure que la quantité d'informations qu'il contient augmente. (Il est inutile de retrouver la page de votre ami perdu depuis longtemps si elle ne dit rien sur lui).

En d'autres termes, les réseaux sociaux... exigent un niveau d'"investissement" plus élevé de la part des utilisateurs. Ils doivent non seulement créer une liste d'"amis", mais aussi consacrer du temps et de l'énergie à fournir des informations sur eux-mêmes.

L'alternance entre plusieurs sites de réseaux sociaux entraîne un coût plus élevé que le passage d'un programme de messagerie instantanée à un autre. Le "gain" économique d'un seul réseau social est-il suffisamment important pour permettre au marché d'éliminer naturellement tous les autres rivaux ?

M. Barrett pense que la réponse est oui. En fait, M. Barrett pense même qu'une société de médias sociaux peut établir un "monopole naturel" de cette manière. En d'autres termes, il pense qu'une fois qu'une grande entreprise (ou éventuellement un groupe de grandes entreprises) contrôle la majeure partie des informations sur les utilisateurs, celles-ci deviennent essentiellement indispensables aux utilisateurs, et donc "d'autres sites seront condamnés à des marchés de niche et à des sous-ensembles" :

Les réseaux sociaux, comme beaucoup d'autres types de réseaux, montrent une tendance à l'équilibre monopolistique du marché qui, presque par définition, fait des réseaux sociaux un monopole "naturel".

En d'autres termes, si deux cents de vos amis proches utilisent tous Twitter, vous ne pouvez pas vous contenter d'aller voir Gab, car il faudrait soi-disant convaincre beaucoup de vos amis d'aller voir Gab aussi. Il est donc très difficile pour d'autres entreprises d'attirer des utilisateurs en dehors de l'entreprise "monopoliste".

Tout cela semble très convaincant si l'on a adhéré à l'idée que les monopoles naturels sont un problème courant. La réalité, cependant, est que les monopoles naturels n'existent pas vraiment. L'expérience historique a montré qu'en l'absence d'intervention gouvernementale empêchant les entreprises d'entrer sur le marché, le pouvoir monopolistique ne peut être maintenu.

Le "Monopole" MySpace

Ironiquement, Barrett lui-même a fourni l'un des exemples les plus importants pour montrer l'impermanence des prétendus monopoles des médias sociaux. L'analyse de Barrett ci-dessus sur les monopoles naturels a été rédigée en 2007 en réponse au monopole supposé incassable détenu par MySpace.

Vous vous souvenez de MySpace ? Entre 2003 et début 2008, c'était la plus grande entreprise de médias sociaux au monde, avec plus de 75 millions d'utilisateurs. À l'époque, c'était beaucoup.

Barrett semble avoir supposé qu'à moins que les gouvernements n'interviennent, MySpace serait un monopole essentiellement pour toujours. Ce n'est pas ce qui s'est passé. D'autres entreprises sont apparues, ont fourni un service que de nombreux utilisateurs de médias sociaux ont trouvé plus attrayant, et ont battu MySpace à son propre jeu.

L'idée que les utilisateurs ne pourraient jamais se permettre d'abandonner MySpace en raison des effets de réseau était évidemment fausse. De même, l'affirmation selon laquelle les utilisateurs d'aujourd'hui ne peuvent jamais se permettre de quitter Facebook ou Twitter est tout aussi douteuse.

Les entreprises de médias sociaux font-elles payer des prix de monopole ?

Maintenant que nous avons déterminé que les entreprises de médias sociaux d'aujourd'hui ne contrôlent pas réellement l'offre, nous en arrivons à la deuxième question clé pour identifier un monopole : l'entreprise pratique-t-elle des prix de monopole ? C'est difficile à dire, car les utilisateurs ne "paient" pas les services de médias sociaux avec de l'argent.

Les utilisateurs accèdent au réseau de médias sociaux en communiquant leurs informations personnelles aux entreprises de médias sociaux. Plus les plateformes disposent de données sur leurs utilisateurs, plus elles peuvent faire payer les annonceurs. De la même manière, les consommateurs d'émissions de télévision "paient" pour les chaînes de télévision diffusées en se mettant à la disposition des annonceurs de ces chaînes pendant un certain temps.

On ne peut pas dire qu'il existe un prix de marché au sens traditionnel du terme pour l'utilisation de ces services. En revanche, les utilisateurs paient en termes de coût d'opportunité et, dans le cas des médias sociaux, avec des informations personnelles.

Y a-t-il des entreprises de médias sociaux qui pratiquent des prix de monopole, même selon cette définition imprécise ? La réponse semble ici être "non", car il va de soi que si ces entreprises étaient de véritables monopoles, en plus de collecter des données sur les utilisateurs, elles exigeraient également des honoraires pour les services rendus. Après tout, si l'entreprise peut facturer des prix de monopole, elle peut facturer des prix bien supérieurs au prix du marché. Si les utilisateurs n'avaient vraiment nulle part où aller, ils seraient sûrement prêts à payer presque tous les frais exigés par ces entreprises pour permettre l'accès à leurs comptes de médias sociaux. Pourtant, cela n'a pas été le cas.

Les affirmations de Barrett sur les effets de réseau sont dans une certaine mesure exactes. Mais, en fin de compte, les plateformes ne peuvent supprimer qu'un nombre limité de messages d'utilisateurs - ou offrir une expérience sous-optimale - avant que les utilisateurs ne commencent à partir en nombre de plus en plus important. Une fois que cela se produit, une entreprise de médias sociaux risque de subir le sort de MySpace.

Une industrie de partisans et de trompeurs

Le fait que ces entreprises n'exercent pas un pouvoir de monopole sur les utilisateurs n'illustre pas, bien sûr, que ces entreprises sont honnêtes, héroïques ou autrement louables. Comme dans le cas des médias établis, les dirigeants de ces entreprises utilisent leur pouvoir d'éditeur pour faire avancer leur propre programme politique. De plus, pendant des années, les grandes entreprises de médias sociaux ont minimisé et caché les faits concernant l'étendue de la collecte des données personnelles des utilisateurs. Ce n'est qu'après 2012, lorsque le Congrès a commencé à interroger publiquement ces entreprises, que celles-ci ont admis que les utilisateurs "payaient" avec des données. Mark Zuckerberg a menti lors de témoignages publics, affirmant que les utilisateurs ont un contrôle total sur leurs propres données. Il a également menti lorsqu'il a nié que Facebook écoutait les appels téléphoniques des utilisateurs. De plus, les sociétés de médias sociaux ont prétendu à tort pendant des années être des forums ouverts consacrés à l'expression et à la liberté d'expression. Cela n'a jamais été vrai.

Mais rien de tout cela ne prouve que ces entreprises sont des monopoles.

NOTE : 1. Bien que certains experts se soient prononcés contre l'abus monopolistique présumé des annonceurs par les entreprises de médias sociaux, nous ignorerons cet aspect du modèle commercial des médias sociaux dans cet article. La plupart des controverses récentes sur les médias sociaux proviennent d'abus présumés des utilisateurs de médias sociaux, plutôt que des annonceurs.

« Confinement 2. Préparez le PQ et les raviolis ! »

par [Charles Sannat](#) | 28 Oct 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Normalement, si j'ai bien fait mon travail, vous ne serez pas étonné par les annonces du président Macron ce soir à la télé car vous faites partie de ceux qui ont été prévenus, que cette crise sanitaire allait être durable et s'inscrire dans une dynamique en yo-yo et dans le temps long. De la même manière qu'après la pluie vient le beau temps, après le confinement vient le déconfinement, puis le reconfinement.

En Italie, cela chauffe entre la population et la police.

Ce sera vraisemblablement le cas aussi en France et cette situation de tension est très compréhensible.

Les confinements et les restrictions imposées ont pour conséquences d'empêcher de biens braves gens de gagner leur vie dignement. Ils pourraient l'accepter si l'épidémie était grave.

Le problème de fond est une dissonance cognitive majeure et cela va poser de gros problèmes !!

Monsieur le cafetier, Monsieur le coiffeur, Madame la commerçante, vous tous qui bossez, je vous promets la misère pour lutter contre le virus !

D'accord Monsieur le Président mais votre virus c'est combien de morts ?

0.4 %...

Haaa.... c'est po beaucoup.

Et les morts ils ont quel âge ?

85 ans !

Haaa.... c'est beaucoup.

Voilà le nœud du problème.

Un terrible nœud.

Soit c'est grave et les gens peuvent comprendre la nécessité de restrictions terribles, soit, ils ne comprennent pas et ce sera la révolte dans une France déjà tiraillée par de terribles et profondes pulsions de mort.

Comment voulez-vous comprendre que c'est grave si on vous explique que c'est 0.4 % de mortalité avec que des gens de plus de 80 ans ?

Impossible.

Il va falloir couper ce nœud du mensonge !

La vérité libère.

Nous allons au devant d'affrontements violents, car aucune épidémie de 0.4 % de taux de létalité ne mérite objectivement ces restrictions.

Il y a donc deux possibilités. Pas 10.

Il n'y en a que deux.

Soit c'est très grave et l'on nous ment pour éviter que l'on panique.

Soit ce n'est pas grave du tout et on nous ment pour d'autres raisons.

Dans les deux cas, vous remarquerez qu'il n'y a qu'une seule certitude.

On nous ment.

Mais... le moment où la vérité va éclater approche, et les violences en Italie en particulier, mais ce n'est pas le seul pays où cela se passe sont un bien mauvais présage pour notre pays.

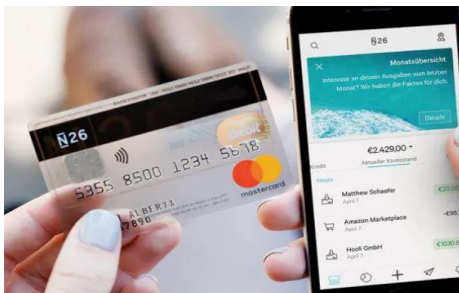
Stockez PQ et raviolis !

Ce n'est pas moi qui le dit c'est Michel Edouard Leclerc, qui explique que les ventes de papier toilette sont en hausse de 20 % et les ventes de pâtes explosent de 30 % !

Prenez bien soin de vous mes amis, nous entrons dans les heures les plus sombres d'une année qui restera gravée dans nos mémoires. Prenez bien soin de vous, de vos proches et soyez prudents, ce n'est que le début.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

N26, la banque en ligne taxe les dépôts supérieurs à 50 000 euros !!



La banque N26 va taxer les dépôts supérieurs à 50 000 euros à 0,5 % de ses nouveaux utilisateurs dans 25 pays, dont la France, a-t-on appris auprès de la banque mardi.

Cette mesure entrera en vigueur à la fin du mois et s'adressera aux clients ayant ouvert un compte après le 1er octobre, soit « une part infime » des quelques 1,6 million de clients français, a précisé à l'AFP un responsable de la néobanque, présente seulement sur internet. Les clients disposant d'un compte « Métal », facturé tous les mois, seront exonérés.

Pourquoi ce taux de 0,5 % ? Parce que c'est le taux de rémunération des dépôts fixé par la BCE à -0,5 % depuis septembre 2019. Ce taux négatif est donc comme une taxe qui pèse sur le cash en banque détenu par les épargnants.

Ce n'est pas avec la situation actuelle et tous les reconfinements qu'il y a en Europe qui se referme à nouveau, que les taux de la BCE vont remonter de si taux... non pardon de si tôt !!

Imaginez si la BCE se lance dans les taux profondément négatifs et que votre épargne vous « rapporte » -4 % par an !!

Pour ceux qui veulent en savoir plus sur le dossier du FMI intitulé « Comment mettre en place des taux profondément négatifs », je vous invite à voir ou revoir cette vidéo du JT du grenier de l'éco.

Charles Sannat

Pourquoi l'inflation réelle risque d'exploser

Par Philippe Herlin, économiste, spécialiste des questions monétaires, et essayiste - 21/10/20



La Banque centrale européenne (BCE) cherche désespérément à ce que l'inflation atteigne 2%, sans y parvenir. Mais au fait, pourquoi 2% et pas 0% puisqu'elle a pour objectif d'assurer la stabilité des prix ? Car 2% par an, cela ne semble pas grand-chose, mais c'est tout de même un doublement des prix sur 35 ans. En fait la BCE ne vise pas 0% parce qu'elle craint comme la peste la déflation, avec 2% elle se donne une marge de sécurité.

Faisons une parenthèse : la déflation est-elle vraiment à craindre ? Il est normal que le progrès technique et la concurrence fassent baisser les prix, leur recul devrait être la norme, au moins dans les secteurs technologiques et ceux incorporant une part importante de technologie. Mais la déflation est mortelle pour ceux qui sont très endettés (les États) car à ce moment-là leurs revenus baissent (les recettes de TVA diminuent si les prix reculent) quand le montant de leur dette reste constant, et c'est l'étranglement. L'inflation permet au contraire d'alléger cette charge, voici la vraie raison. Fin de la parenthèse.

L'inflation, mesurée par l'INSEE et les organismes statistiques européens, demeure pourtant actuellement plus proche de 0% que de 2%, mais cela correspond-il à la réalité ? Pas vraiment si l'on interroge ses proches, ou si on regarde son budget. Pourquoi une telle distorsion ? En grande partie parce que le "panier de la ménagère" de l'indice des prix à la consommation ne comptabilise le logement qu'à hauteur de 6% seulement. L'INSEE ne prend en compte que les loyers et considère que l'acquisition d'un bien immobilier constitue un investissement et qu'il n'a donc pas à figurer dans l'indice. Un raisonnement un peu spéculaire car il s'agit autant d'une consommation que d'un investissement, et qu'en outre il ne rapporte rien, contrairement à un placement, mais coûte en dépenses diverses. Et s'il constitue un capital, sa hausse ne rapporte rien si on déménage dans sa ville ou une autre métropole puisque les prix augmentent partout. Les dépenses de logement sont plutôt de l'ordre de 20% du budget des ménages, comme l'admet l'INSEE dans d'autres études, ce qui change considérablement la

donne, surtout depuis 2000 et la forte hausse des prix de l'immobilier en France et plus particulièrement dans les métropoles.

Cette sous-estimation est connue depuis longtemps, j'en avais parlé dans mon ouvrage "Pouvoir d'achat : le grand mensonge" (Eyrolles), mais l'INSEE reste dans sa tour d'ivoire et refuse de modifier son calcul. L'institut rend ainsi service à son autorité de tutelle, l'État, car minorer l'inflation lui permet de réaliser d'importantes économies étant donné que les rémunérations des fonctionnaires, les retraites et les prestations sociales sont indexées sur elle. Cela va peut-être changer car, coup sur coup, en septembre, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, et la présidente de la BCE, Christine Lagarde, ont officiellement demandé que le logement soit mieux pris en compte dans le calcul de l'inflation. Ce serait pour eux, enfin, le moyen d'atteindre ces fameux 2%.

À cette condition, l'indice des prix deviendrait plus réaliste, même s'il y a d'autres subterfuges pour le minorer comme l'effet qualité (votre smartphone préféré coûte plus cher que l'ancien, ce qui entame votre pouvoir d'achat, mais l'INSEE considère que "vous en avez plus pour votre argent" puisqu'il est plus puissant et il inscrit dans sa base un prix inférieur au prix affiché). «Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées» disait Winston Churchill.

Et ensuite ? Avec une planche à billets qui tourne à plein régime pour financer les déficits budgétaires des États qui explosent avec la crise du Covid, la BCE va encore alimenter... la bulle immobilière. En effet toutes ces liquidités se déversent, on le voit depuis 2000, dans les actifs financiers (actions, obligations, immobilier, œuvres d'art, voitures de collection), ce qui va renchérir le coût de la vie de ceux qui cherchent à en acquérir. Le pouvoir d'achat va continuer d'être rogné. Et pire encore si les prix se mettent vraiment à dérapier en hyperinflation, ce qui n'est pas inconcevable, tant ce déluge de monnaie atteint des niveaux démentiels (le bilan de la BCE représente désormais les deux tiers du PIB de la zone euro, il a triplé depuis 2015).

Cependant, dans ce tableau plutôt sombre, il existe aussi deux actifs qui progressent, de façon saine, et qui gardent une grande marge d'appréciation, qui sont en outre facilement accessibles : le bitcoin et l'or physique. Et on ne peut pas les "imprimer" à volonté comme l'euro ou le dollar, pas de planche à billets avec eux ! Si on veut protéger son pouvoir d'achat dans le futur, on ferait bien d'y penser.

Retrouvez Philippe Herlin sur [Twitter](#) et son [site personnel](#).

Retour des bad banks en Europe

François Leclerc 28 octobre 2020



À quelle nouvelle vague de défaut des entreprises faut-il s'attendre alors que le stock encore détenu par les banques d'« actifs non performants » (dans le jargon) n'est pas épuisé ? Il est difficile de l'évaluer, mais elle pourrait être puissante si l'on observe la situation en Espagne.

Ne péchant pas par optimisme, l'expérience aidant, le président du conseil de surveillance de la BCE Andrea Enria ne tourne pas autour du pot. Il appelle à la création d'une « bad bank » dénommée pudiquement « société de gestion d'actifs », afin d'accueillir ses prêts et d'en délester les banques tout en évitant l'activation des garanties publiques qui plomberait les budgets publics. Il n'y aurait pas le choix, les banques ne s'étant pas renforcées en procédant à une consolidation (concentration) à l'échelle européenne.

Connaissant son monde, il laisse le choix entre une structure européenne ou à défaut un réseau de structures nationales, à condition dans ce cas qu'une méthodologie unique soit adoptée pour déterminer le prix auquel ces actifs seraient cédés aux bad banks. Leur financement serait fourni ou garanti par une structure centrale, sans autre précision car le sujet est scabreux.

Afin de répondre par avance à une mise en cause, il précise qu'un juste prix devrait être trouvé afin de partager les pertes entre cette ou ces structures et les banques.

Il conclut ainsi : « L'enjeu est de taille: nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un secteur bancaire qui se débat avec les débris de la crise actuelle dans les années à venir. Nous ne pouvons pas non plus nous permettre un secteur bancaire incapable de soutenir la transformation de nos économies. » Sera-t-il écouté alors que la crise économique rebondit ?

Après avoir assoupli les contraintes de la régulation bancaire, les autorités européennes se penchent maintenant vers celle du « shadow banking » afin d'au contraire les renforcer. Un rapport doit être remis le mois prochain aux chefs d'État et de gouvernement du G20. En effet, la finance de l'ombre représente désormais près de la moitié de l'intermédiation financière dans le monde, selon le Conseil de stabilité financière (dont FSB est l'acronyme anglais communément employé).

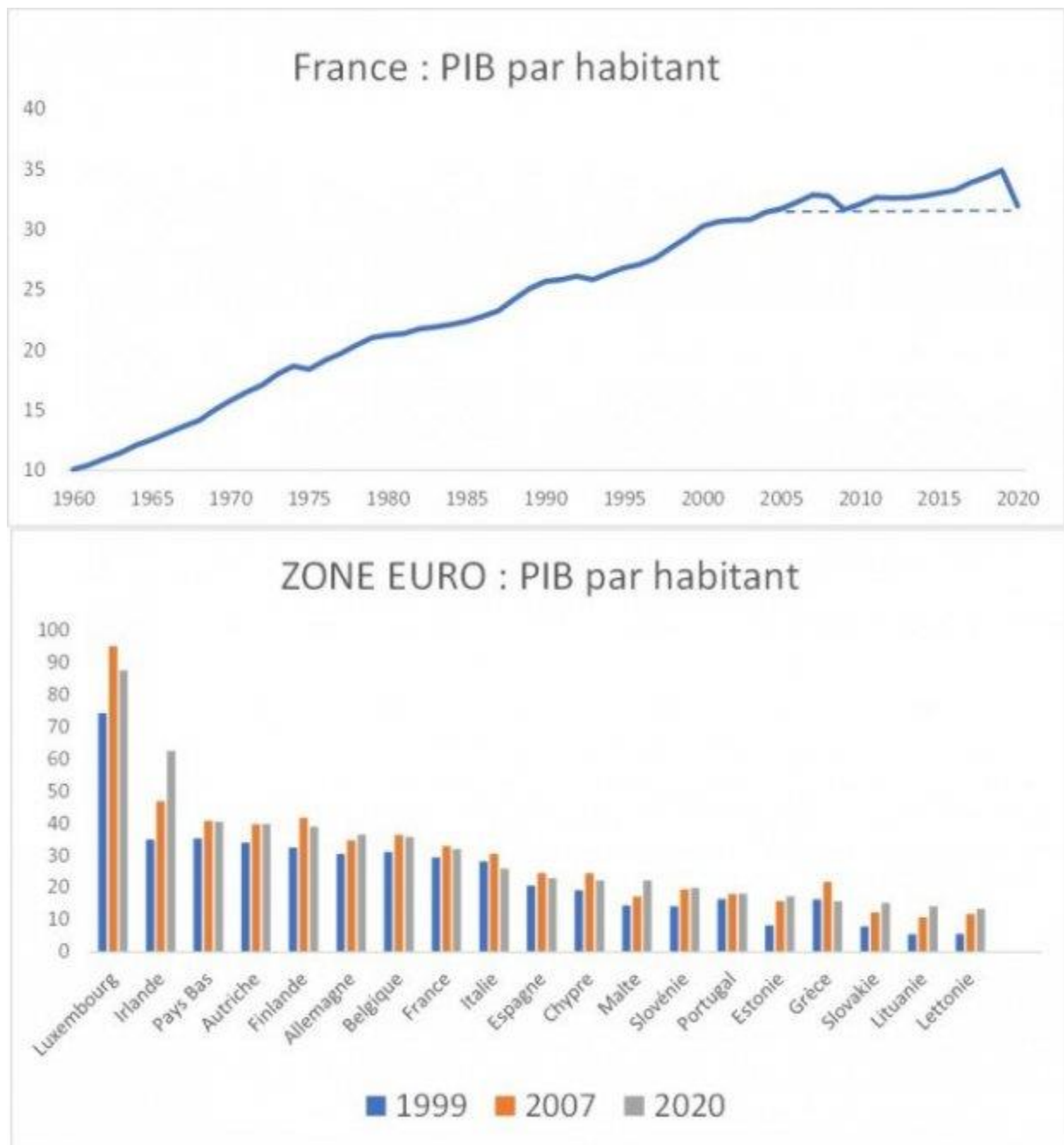
Pour sa part, le FMI constate que ses liens de plus en plus étroits avec les banques « pourraient favoriser la contagion des facteurs de fragilité à l'ensemble du système financier ». L'inquiétude n'est pas sans fondements, car les gérants d'actifs de la zone euro ont vu les titres qu'ils gèrent fondre de 1.200 milliards d'euros au printemps dernier. D'autres manifestations enregistrées au sein du système financier à la même période ont retenu l'attention. L'incidence des appels de marge supplémentaires ou les importants retraits opérés sur les fonds monétaires, illustrant la grande fragilité du système financier.

Plus celui-ci croît, plus cette fragilité désormais de nature systémique s'accroît, la liste des établissements financiers établie par le FSB étant une plaisanterie.

Retour 15 ans en arrière

par [karl eychenne](#) (son site) **lundi 26 octobre 2020 Agoravox.fr**

Nous vivons un véritable *psychitt* économique. Le PIB par habitant a chuté de manière spectaculaire suite à la crise de la Covid, trahissant l'extrême vulnérabilité de nos économies contemporaines et l'impuissance de nos autorités.



Un instant nous avons fantasmé le mythe d'un *on / off* de l'économie mondiale. Nous pensions qu'en éteignant momentanément la lumière, nos agents économiques auraient sagement attendu qu'elle revienne pour repartir de plus belle. Mais non, il s'avère finalement que nous avons eu très peur du noir, et que nous sommes encore sous le choc.

Ainsi, plutôt qu'un effet culbuto du PIB (une fois à terre il revient aussitôt), nous avons observé un genre d'effet bouchon (celui des embouteillages) : lorsque le ralentissement du seul PIB présent provoque le ralentissement de tous les PIB anticipés à venir ; comme si l'onde de choc se diffusait à travers le temps. Mais pourquoi la Chine y arrive-t-elle et pas nous ? Parce que les masques, parce que les tests, parce que les lits de réanimation étaient insuffisants chez nous, disent les uns. Parce que l'on ferait preuve d'une forme d'incurie collective, d'hébétéisme juvénile, incapables de nous discipliner, disent les autres. En attendant, la facture est salée.

[Retour 15 ans en arrière](#)

En temps normal, la zone euro se démène pour ramener 1,5 % de croissance du PIB chaque année. En vérité, depuis 2007 la zone euro fait presque du surplace avec seulement 0,7 % de croissance annuelle, la faute aux crises successives des subprimes (2007), puis de la dette souveraine (2010). Mais ça c'était le bon temps, car avec la crise de la Covid, la zone euro a basculé dans une autre dimension : en 2020 la croissance du PIB devrait chuter de près de - 8 %, sous réserve que le second semestre corrige une partie des - 15 % subis durant le premier semestre. Une telle chute du PIB nous ramènerait au niveau de 2015, voire 2007 ! En effet, car entre ces 2 dates le PIB aura végété autour du même niveau, suite aux deux crises citées ci-dessus.

Mais après tout est-ce si grave ? Rappelons que le PIB définit ce qu'une économie produit chaque année en termes de biens et services, un genre de gâteau à partager pour tous les convives. Présenté comme cela, le retour au PIB de 2007 signifie simplement que le gâteau à partager en 2020 sera le même qu'avant. Si nous ne sommes pas devenus plus gourmands, cela ne devrait pas poser de problèmes. Admettons. En fait, nous avons quand même un problème : nous ne sommes peut-être pas plus gourmands, mais nous sommes plus nombreux (la population a cru). Si bien que pour satisfaire tous les convives, il faut que les parts du gâteau soient plus petites : d'où une baisse mécanique du PIB par habitant, bien plus forte encore que la baisse du PIB. Finalement, en 2020 le PIB par habitant de la zone euro devrait revenir à son niveau de 2005, un recul de 15 ans en arrière.

Des fortunes diverses selon les pays

Le PIB par habitant enregistre donc un recul sévère, mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Pour faire simple, les plus vieux et plus gros membres de la zone euro sont ceux dont le PIB par habitant fait du surplace, l'Allemagne réussissant à tirer son épingle du jeu comme d'habitude. Par contre, les jeunes et petits entrants sont ceux dont le PIB par habitant a continué de monter, malgré les crises successives. Aucune bizarrerie là-dedans : en effet, les jeunes économies sont caractérisées par ce que l'on appelle un stock de capital *physique* faible, qui une fois livré au jeu du libéralisme économique grossit presque naturellement et dope le potentiel de croissance de leur PIB, jusqu'à converger vers un niveau de maturité. Les vieilles économies étant elles déjà *matures*, n'auraient alors que leurs yeux pour pleurer, à moins qu'elles ne repoussent ce que l'on appelle leur frontière technologique (le fameux progrès technique).

Mais, il faut quand même nuancer cette belle histoire des jeunes entrants. En effet, nous avons parlé de variations du PIB par habitant, mais ce qui compte ce sont les niveaux. En effet, c'est bien le niveau du PIB par habitant qui définit une mesure du bien-être de l'*homo consumens*, et non pas sa variation. De ce point de vue, on constate alors que les jeunes entrants de la zone euro restent ceux ayant le PIB par habitant le plus faible, malgré leur meilleure tenue depuis 15 ans. Une seule exception : la Grèce qui souffre des maux des vieux pays (PIB par habitant en baisse) et des maux des jeunes entrants (PIB par habitant faible).

Le cas de la France ? Ni bon, ni bon. D'ordinaire, la France ressemble à s'y méprendre à la zone euro, que ce soit en terme de performances économiques ou financières. Seule exception, l'année 2020 où la France devrait davantage souffrir que la zone euro : - 10 % contre - 8 %, en queue de peloton avec l'Espagne et l'Italie. Certes, les comptes ne sont pas clôturés, mais il ne semble pas que le flux de nouvelles à venir soit bien orienté.

Le PIB par habitant, une mesure du passé ?

Peut-être que le PIB par habitant n'est pas la bonne mesure ? Peut-être faut-il être un peu plus subtil que cette seule mesure grossière ? En fait, on reproche souvent au PIB ce qu'il n'a jamais prétendu dire : le PIB n'a jamais dit qu'il mesurait la quantité de bonheur, de bien-être d'une société juste, équitable, etc. Cela dit, on a souvent fait ce raccourci car il est vrai qu'en théorie, le PIB par habitant peut définir une forme de revenu, qui sert en partie à consommer, et *in fine* élever ce que l'on appelle son niveau d'utilité (la célèbre fonction d'utilité donc). Bref, il y a l'idée que mon bien-être doit pouvoir se mesurer en quantité de biens achetés quels qu'ils soient (smartphones, rouleaux PQ,...). On lui préfèrera alors un PIB propre (faible empreinte carbone), ou un

PIB juste (faibles inégalités, fort chômage...), ou encore un PIB ressenti (lorsque le paradis se croit en enfer, Sylvain Tesson).

Ainsi, les critiques sont nombreuses pour reprocher au PIB par habitant ce qu'il n'a jamais prétendu dire. Mais puisqu'on le cherche, il pourra répondre qu'à lui tout seul, il permet curieusement d'expliquer pas mal de choses. En particulier, il sera constaté que les pays présentant les niveaux de PIB par habitant les plus élevés sont souvent ceux qui font le plus d'efforts en termes de justice sociale, de protection de l'environnement (Etats-Unis mis à part) ; et inversement. Donc, finalement le PIB par habitant n'est peut-être pas aussi bon qu'on veut bien le croire, mais certainement pas aussi mauvais qu'on veut bien nous le faire croire.

Mais que fait la police ?

Eh bien la police fait, mais avec les moyens du bord. Lorsque vous devez affronter une crise majeure avec des taux d'intérêt déjà proches de 0 % et des dettes publiques représentant déjà près de 100 % du PIB, c'est un peu comme si vous armiez la police de balles à blanc : ça fait du bruit, c'est tout. Analogie un peu crue certes, mais qui trahit bien l'impuissance de nos autorités face à l'évènement. Et si cela ne suffit pas, eh bien on en remet une louche en rappelant que « Quand on parle pognon, à partir d'un certain chiffre, tout le monde écoute » (Michel Audiard).

Passons à l'inénarrable « quoi qu'il en coûte », un genre de bulldozer tout terrain censé balayer tous les « oui mais » sur son passage. En coulisse, on se dit quand même que ce « quoi qu'il en coûte » ressemble pas mal à une morale de provisions (Pascal), un genre de patch bonne conduite labelisé *principe de précaution*. D'autres moins cyniques, avanceront que le « quoi qu'il en coûte » ne coûte plus grand-chose quand le papier monnaie est déjà disponible en quantité infinie à un coût infiniment nul. Les infinis on les voit jamais, mais ça impressionne toujours.

Et comme d'habitude, les avis ne changeront pas d'avis quelle que soit l'issue du virus :

Si tout est bien qui finit bien, alors les pro-dette diront « vous voyez bien que ça marche » ; alors que les anti-dettes invoqueront la fameuse poudre chasse-éléphant de Jean Pierre Dupuy :

- « Regardez, je jette de la poudre pour éloigner les éléphants de la voie de chemin de fer
- Mais enfin monsieur, vous voyez bien qu'il n'y a pas d'éléphants par ici
- Eh bien, c'est donc la preuve que cela marche ! »

Si tout se termine en eau de boudin, alors les anti-dettes diront « vous voyez bien que ça ne marche pas » ; alors que les pro-dettes invoqueront eux aussi Jean Pierre Dupuy et toutes les dépenses occasionnées par les entreprises afin de prévenir le risque d'un bug de l'an 2000 : ce n'est pas parce que le risque ne s'est pas réalisé qu'il n'existait pas, c'est parce que nous avons fait en sorte qu'il ne se réalise pas qu'il ne s'est pas réalisé.

Bill Gates, l'homme qui valait 105 milliards (ou plus)

par [Sylvain Rakotoarison](#) (son site) mardi 27 octobre 2020 Agoravox.fr

« Depuis vingt ans, je vis une aventure incroyable. Tout a commencé dans la cour de Harvard, où j'étais alors en deuxième année. Avec mon ami Paul Allen, nous étions plongés dans la description d'un ordinateur en kit que publiait la revue "Popular Electronics", le premier véritable ordinateur personnel. Ni Paul ni moi ne savions exactement à quoi il pourrait servir, mais, ce jour-là, nous avons eu la certitude qu'il allait tout

changer : notre vie et le monde de l'informatique. » (Bill Gates, "La route du futur", éd. Robert Laffont, 1991).



Originaire de Seattle, le "génial" cofondateur de Microsoft [Bill Gates fête](#) ce mercredi 28 octobre 2020 son 65^e anniversaire. Son père est né trente ans avant lui (le 30 novembre 1925) et vient de mourir le mois dernier (le 14 septembre 2020). Bill Gates n'est plus l'homme le plus riche du monde, "seulement" le deuxième homme le plus riche du monde, derrière Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, selon le classement du magazine "Forbes" en 2019, mais l'ordre des fortunes évolue rapidement et les ultrariches se croisent et se recroisent.

Cependant, Bill Gates a été longtemps en haut du classement, seize fois depuis 1996. La fortune de Bill Gates serait évaluée à 105 milliards de dollars, et plus on est riche, plus la fortune croît dans cette course folle du monde dans laquelle on retrouve quand même deux Français, Bernard Arnault, troisième fortune du monde, et Françoise Bettencourt Meyers, la fille de [Liliane Bettencourt](#), en quinzième position (il fut un temps où l'héritière de L'Oréal était au deuxième rang, période ante-GAFAM).

J'ai écrit "génial", mais il ne s'agit pas d'un génie technique, il s'agit d'un génie marketing. Lorsqu'il a cofondé (avec Paul Allen, qui est mort il y a deux ans, le 15 octobre 2018) leur société Microsoft en avril 1975 (la marque fut déposée le 28 novembre 1976), l'idée de faire de la valeur ajoutée sur du logiciel, sur du "soft" dans le marché informatique était assez nouvelle. L'acteur majeur du marché était IBM, et c'était un constructeur de "hard", d'ordinateurs. L'idée de vouloir vivre goulûment avec les programmes qu'on mettrait dans des machines devenues des micro-ordinateurs ou des ordinateurs personnels, c'est-à-dire des machines pour les particuliers et pas des entreprises (ce qui ouvrait un marché gigantesque) était effectivement nouvelle.

Nul doute que l'idée n'eût rien d'exceptionnel et que c'était dans l'ordre des choses, dès lors qu'on allait faire des "applications" informatiques plus ciblées pour un public élargi et que la programmation informatique était coûteuse surtout en matière grise et pas en usines (promesse de fortes marges), mais Microsoft a révolutionné le marché informatique par deux éléments : la rapidité de l'application du concept et l'agressivité commerciale. Cette dernière s'est traduite pendant longtemps par de la "vente forcée" de ses produits puisqu'en achetant un micro-ordinateur, on ne pouvait pas ne pas avoir un système Microsoft (qu'on peut désormais renoncer à utiliser au profit d'autres systèmes et avec un prix inférieur pour l'ordinateur). Une telle alliance, il fallait l'oser. En couplant ses PC (personal computer) avec le MS-DOS (le système de l'ordinateur), IBM n'a pas compris qu'il nourrirait une société qui allait devenir plus grosse que lui. La réussite est exceptionnelle. En 2018, Microsoft emploie près de 150 000 salariés dans le monde, a un chiffre d'affaires de 126 milliards de dollars et un résultat net de 39,2 milliards de dollars.

Je me suis plongé dans la micro-informatique en 1981 et à l'époque, j'appréciais Apple car on pouvait faire de la programmation directement en langage machine. J'appréciais peu les PC qui étaient moins adaptables, moins

ouverts. Pourtant, vers 1985, le MS-DOS (commercialisé le 12 août 1981 après un accord avec IBM) avait conquis les marchés et Microsoft a rapidement eu une situation de quasi-monopole sur le marché des logiciels. Pourtant, son système d'exploitation n'était pas le meilleur techniquement, et ce fut une démonstration (parmi tant d'autres) que ceux qui gagnent ne sont pas forcément les meilleurs dans le domaine d'expertise, ceux sont "simplement" les plus vendeurs !

Le principal concurrent de Microsoft-IBM était Apple. En développant Windows (la première version est commercialisée le 20 novembre 1985), Microsoft a tenté d'imiter le système d'exploitation très apprécié du MacIntosh sans jamais l'égaler jusqu'en 1995. Ensuite, avec Windows 95, ce fut un grand succès qui avait suivi celui de Microsoft Office, la suite bureautique (Word, Excel, PowerPoint). Word avait été développé très tôt (j'utilisais Word 2 dès 1985 ; la version 1 fut commercialisée le 25 octobre 1983).

Bill Gates n'est plus l'homme le plus riche du monde, mais il y a quinze ans, si. Et en écrivant cela, je me rends compte que j'ai eu quelques rencontres improbables : j'ai rencontré [un saint](#) (je ne l'ai su que bien plus tard), j'ai rencontré aussi (plusieurs fois) une [personne panthéonisée](#) (là aussi bien plus tard), mais lorsque j'ai rencontré l'homme le plus riche du monde, je l'ai su à ce moment-là.



En effet, j'ai eu la chance de rencontrer Bill Gates à Paris. L'homme adore la capitale parisienne et je le soupçonne d'y venir beaucoup plus souvent que ce que la presse en sait (enfin, avant la [pandémie de covid-19](#), bien sûr). Bill Gates adore Paris, adore la France et adore les Français, étonnant, non ? J'avais en effet été invité au très luxueux Pavillon Gabriel, à deux pas du Palais de l'Élysée, aux Champs-Élysées, le lundi 24 octobre 2005 après-midi. C'était il y a quinze ans déjà ! Le milliardaire était à quatre jours de son 50^e anniversaire, à l'époque, il était encore "opérationnel" (il ne s'est occupé de sa fondation à plein temps que deux ans plus tard, quand il a quitté la direction de Microsoft le 27 juin 2008).

C'était une rencontre avec les entrepreneurs dans l'innovation et dans les nouvelles technologies, et le sujet était les éditeurs de logiciels. Il y avait du "beau monde", en particulier Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, Jean-Hervé Lorenzi, professeur d'économie à l'Université de Paris-Dauphine, Gilles Kahn, président de l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique), Éric Archambeau, associé gérant de Wellington Partners, Jamal Labed, cofondateur de Staff & Line, Jean-Michel Aulas, président (et fondateur) de Cegid (Compagnie européenne de gestion par l'informatique décentralisée), etc.

Le Ministre délégué à l'Industrie François Loos a introduit le sujet en expliquant qu'il y avait urgence à faire exister les logiciels français dans le marché mondial : « *Les cent premières entreprises françaises de l'édition logicielle réalisent ensemble un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10% de celui de Microsoft.* ».

Le cursus de François Loos, député alsacien et président du Parti radical pendant quelques années (entre 1999 et 2003), est intéressant : il était ingénieur (X Mines) et mathématicien, employé dans l'industrie avant de se

lancer en politique (il a travaillé chez Rhône-Poulenc, en R&D, et fut aussi membre de cabinet de [Pierre Pflimlin](#) et du ministre vosgien Hubert Curien). Il fut nommé au gouvernement, d'abord à la Recherche, puis au Commerce extérieur avant d'être à l'Industrie pendant le second mandat du Président [Jacques Chirac](#), un mandat très axé sur l'innovation et les entreprises (la création des fameux pôles d'excellence date de cette période).

Certains dans l'assistance auraient voulu demander plus au gouvernement, la reconnaissance des brevets logiciels (un serpent de mer), un "[small business act](#)" à la française (c'est-à-dire, réserver une part pour les petits éditeurs français dans les offres publiques de grands donneurs d'ordre) et un renforcement des relations entre la recherche publique et les entreprises. La conférence était trop formatée pour en faire un "grand débat" ! Il y avait beaucoup de monde, des opérationnels à cravate et des jeunes à col ouvert, des investisseurs et des éditeurs, et puis, comme moi, quelques curieux venus surtout écouter Bill Gates, apprendre le message qu'il voulait faire passer.

Le fondateur de Microsoft est venu par la porte de derrière et n'a pas frayé avec l'assistance qui devait monter par l'escalier normal. Quand il se déplaçait, il était entouré de quatre gardes du corps. Il était plus protégé que le ministre français, mais c'était un peu normal, peser autant de dizaines de milliards de dollars peut susciter un certain nombre de mauvaises intentions pour leur propriétaire (j'y reviendrai un autre jour).

Il me semble, mais mon souvenir est parcellaire, que Bill Gates ne portait pas la cravate et qu'il portait une chemise à col ouvert et un pull, certes un pull chic. Ou peut-être pas, une veste avec cravate ? En tout cas, très vite, il a su mettre un lien entre lui et son public. Comme souvent les Américains en visite en France : ils aiment bien la France (généralement), ceux qui la connaissent, les autres, ceux qui ne la connaissent pas, la détestent (plutôt) pour les préjugés et clichés qu'on peut avoir (parfois avec raison) des Français (comme leur arrogance, etc.), d'autant plus que la guerre en Irak était passée par là. Attention, je n'aime pas trop faire de généralités, c'est juste une petite tendance que j'ai ressentie personnellement.

Dans son préambule, Bill Gates avait un discours très prometteur. En gros, si je résume ce qu'il a dit : vous, les Français, vous avez de superbes idées, de superbes projets technologiques, votre recherche scientifique est l'une des meilleures du monde... mais vous êtes assez nuls (il ne l'a pas dit mais il l'a pensé très fort) en valorisation industrielle (c'est-à-dire dans la transformation d'une idée scientifique en argent sonnante et trébuchant). Quand vous avez un beau produit, vous cherchez à conquérir le marché français, éventuellement européen et vous recherchez une dizaine de millions de dollars de fonds d'investissement. C'est bien, vous réussissez à démontrer l'intérêt tant technologique que commercial de votre innovation... mais vous vous faites alors dépasser sur le marché par un gros requin qui a repris votre idée et qui l'a mieux développée commercialement que vous. Quand un innovateur français investit 10 millions de dollars en France, l'innovateur américain, lui, au même stade de développement, investit immédiatement 1 milliard de dollars car il a une vision mondiale du marché, pour ne pas être pris de court par de plus gros. En somme, Bill Gates regrettait le manque d'ambition commerciale de la France qu'il considérait comme un des champions mondiaux de la science et de la technologie.

C'était un message fort, direct, franc, amical : et l'essor des GAFAM le démontre une nouvelle fois. Où sont les entreprises françaises dans ce nouveau top de l'Internet ? Seul Blablacar semble être bien parti, mais les autres ? AirBnB, Twitter, [Uber](#), etc. ne sont pas jamais des promesses françaises, pourquoi ?

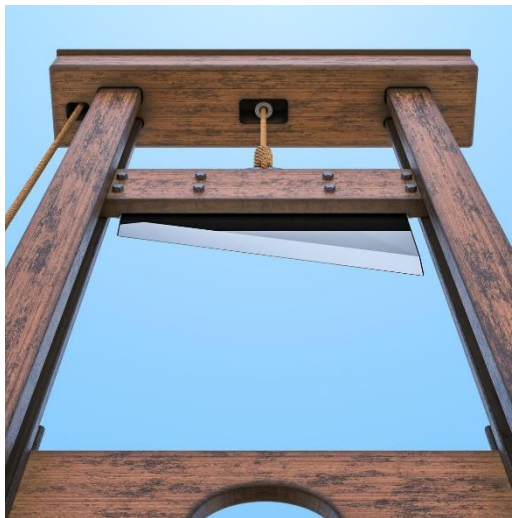
Inutile de dire que Bill Gates ne comprenait pas ce constat qu'il faisait : pourquoi les Français ont-ils peur d'investir des milliards ? Peut-être parce que notre culture, notre mentalité est que l'argent est honteux et que, si beaucoup, et ce n'est pas une question de culture ni de nationalité, seraient heureux d'être riches, en France, on préférerait être riche "discrètement" (ne pas dire le montant de son salaire s'il est très élevé, en revanche, on n'hésitera pas à faire du misérabilisme si on se considère mal payé). Et ceux qui veulent montrer leur "belle" voiture, voire "bateau", etc., ce sont plutôt des personnes qui voudraient être considérées comme "riches" (c'est-à-dire qui auraient "réussi" dans la vie) que de "vrais" "riches" dont l'argent reste toujours discret.

En France, justement, on est souvent jaloux de la fortune des autres. Au lieu de se remuer le derrière pour entreprendre et en bâtir une nouvelle, on préfère soit taxer ceux qui l'ont fait et réussi, soit imaginer toutes sortes de lubies aussi folles les unes que les autres. C'est vrai qu'on ne prête qu'aux riches. Même les mauvaises intentions.

La pandémie de covid-19 a été l'occasion d'un déversoir absolument dégueulasse contre Bill Gates qui est sans doute celui, de toute l'humanité, qui a sauvé le plus de vies humaines, car beaucoup de dirigeants politiques se moquaient du [paludisme](#) qui frappait essentiellement les pays pauvres. Bill Gates n'utilise pas sa fortune pour se mettre les doigts de pied en éventail loin des rumeurs du monde. Au contraire, il a profité de cette fortune pour la mettre au service d'un certain nombre d'objectifs humanitaires. Je reviendrai plus tard sur ces folles nausées l'accusant de tous les maux du monde, jusque d'avoir inventé le [coronavirus SARS-CoV-2](#). Les sociologues des épidémies le savent bien : face au malheur, et cette pandémie en est un durable et mondial, il faut toujours des boucs émissaires... Bill Gates, roi du monde, est déjà dans le box des accusés au tribunal des jaloux. Son seul tort : avoir réussi.

Jusqu'où sacrifier l'économie à des impératifs de santé publique ?

Par Pierre Robert. 28 octobre 2020 Contrepoints.org



Entre le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron et « le bilan va s'alourdir quoi qu'on fasse » d'Olivier Veran, on mesure l'ampleur des difficultés auxquelles notre économie est aujourd'hui dramatiquement confrontée.

Les indicateurs qui servent de base aux décisions du gouvernement semblent tous annoncer une deuxième vague [covid](#) de grande ampleur : le nombre de cas positifs détectés chaque jour, ainsi que le taux de positivité des tests augmentent depuis le mois de juillet alors que le nombre de personnes hospitalisées ou, plus grave, admises en réanimation croît depuis la mi-août.

On observe toutefois que le nombre quotidien de décès est sans commune mesure avec ce que l'on enregistrait au mois d'avril avec 116 décès Covid le 25 octobre, majoritairement en EPHAD ou à domicile, contre 1438 le 15 avril. Quant aux données sur la surmortalité due à l'épidémie, on dispose des chiffres détaillés publiés par l'INSEE tous les 15 jours.

Selon le document publié le 16 octobre il apparaît que depuis le 1^{er} mai, il y a eu 1 % de décès en plus que pendant la même période en 2019. L'INSEE constate aussi que la hausse concerne les plus de 65 ans tandis que le nombre de décès continue de diminuer en dessous de 50 ans. Compte tenu de la tendance de fond au vieillissement de notre population cette évolution n'a rien de spectaculaire.

Cet ensemble d'indications a toutefois poussé les responsables politiques, qui ont déjà confiné toute la population pendant 55 jours, à la mettre sous couvre-feu dans 54 départements. La crise économique qui sévit déjà avec une exceptionnelle sévérité ne peut qu'en être aggravée.

À un demi-siècle d'écart deux chocs sanitaires d'intensité comparable

Les données sur la crise sanitaire que nous subissons sont comparables avec celles de la grippe dite de Hong Kong, première pandémie à avoir été surveillée par un réseau international.

Après un premier épisode qui semble avoir été peu meurtrier en 1968, survient entre décembre 1969 et janvier 1970 une seconde vague qui l'a été bien davantage. Selon les recherches menées en 2003 par Antoine Flahaut, épidémiologiste à l'Inserm, elle aurait fait en 2 mois plus de 31 000 morts en France.

On estime au total à 40 000 décès l'excédent de mortalité qu'elle a provoqué dans notre pays alors peuplé de 50 millions d'habitants contre plus de 67 aujourd'hui (soit une augmentation de plus du tiers).

Les dégâts ont été du même ordre en Allemagne de l'Ouest et on considère qu'il y a eu au total environ un million de victimes dans un monde deux fois moins peuplé qu'aujourd'hui.

On est donc fondé à comparer l'incidence socio-démographique de ces deux pandémies.

Ce qui les différencie est que le virus actuel semble être plus meurtrier, en particulier pour les plus de 65 ans dont le nombre et la proportion sont beaucoup plus élevés dans un pays vieillissant qu'ils ne l'étaient en 1968 à une époque où le décès de ceux ayant dépassé cet âge était socialement accepté comme « naturel », ce qui n'est plus du tout le cas aujourd'hui.

Cette caractéristique et les incertitudes sur les séquelles que la maladie pourrait laisser aux survivants ont poussé le gouvernement, sous la pression des médias et de l'opinion publique, à faire le choix légitime mais extrêmement coûteux de protéger à tout prix les plus vulnérables.

Leur stratégie a aussi été guidée par l'impératif d'éviter quoi qu'il en coûte l'engorgement des hôpitaux publics et la multiplication des procès qui pourraient leur être intentés pour manquement à l'obligation de soins appropriés. L'incidence sur les activités économiques n'est évidemment pas du tout la même que si, comme à la fin des années 1960, il avait été décidé de ne rien faire.

Un retentissement social et économique sans commune mesure

L'épidémie de la grippe de Hong Kong a certes eu un impact sur l'économie de la France : beaucoup d'écoles et de commerces ont été contraints de fermer, 15 % des cheminots ont été infectés et la capacité industrielle a provisoirement fléchi avec 20 % de personnels en moins dans les usines.

Mais ce douloureux épisode n'a pas laissé de traces sensibles sur le sismographe de la croissance et n'a pas réellement marqué les esprits contemporains qui très vite vont l'oublier.

En revanche les mesures drastiques prises en 2020 pour lutter contre la pandémie ont entraîné un effondrement de l'activité, avec une chute de près de 20 % au premier semestre et de 10 % sur l'année selon les prévisions du gouvernement qui les maintient alors que le PIB devrait lourdement rechuter au quatrième trimestre.

Pour l'économie française le coût qui en résulte a jusqu'à maintenant été différé par les dispositifs provisoires de soutien mis en place par l'État (fonds de solidarité, exonérations de cotisations et chômage partiel). Mais ce n'est que partie remise. La facture devrait bientôt se révéler écrasante.

Un coût astronomique pour l'économie française

L'impact sur l'emploi est d'ores et déjà énorme avec une note particulièrement salée dans le cas de la France en raison de la nature des spécialisations de son économie : tourisme, aviation, automobile.

Comme le note [l'institut Rexecode](#) : « *L'emploi réagit en général avec retard à l'évolution de l'activité et les entreprises vont ajuster leurs coûts pour rester solvables* ». Pour l'année prochaine ses experts anticipent globalement la disparition de 57 000 emplois là où le gouvernement table toujours sur 435 000 créations. Ce sont donc 500 000 emplois qui risquent de passer à la trappe par rapport à ce qui était attendu.

Pour ce qui est de l'emploi des cadres l'APEC estime que sur l'ensemble de l'année 2020 leurs recrutements devraient chuter de près de 40 %.

Il apparaît aussi que la rentabilité des entreprises s'est considérablement dégradée ce qui est de très mauvais augure pour les investissements de demain et l'emploi d'après-demain. La dernière édition du « [Profil financier du CAC 40](#) » publiée par EY montre que la crise du coronavirus a porté un coup brutal aux grandes entreprises cotées dont les profits se sont effondrés. Dans le même temps leur endettement grimpe en flèche.

Des finances publiques en crise

Le coût de la première vague est déjà fabuleux pour les finances publiques avec 470 milliards d'euros de manque à gagner et de dépenses supplémentaires dans une situation budgétaire depuis longtemps dégradée. C'est une différence majeure avec l'Allemagne qui dispose de marges de manœuvre beaucoup plus importantes que les nôtres, ce qui souligne l'intérêt de mener sur la durée une politique budgétaire équilibrée.

Aux dépenses déjà engagées s'ajoutent celles du plan de relance de 100 milliards d'euros et des mesures prises pour atténuer la seconde vague. Financée par des expédients (création de monnaie à jet continu et emprunts publics tous azimuts) la facture ne cesse de s'alourdir sans que l'on puisse encore en deviner le montant final.

« The 90 % economy »

À ces effets de court terme s'ajoutent ceux que l'on peut prévoir à moyen et long terme si s'installe ce que [The Economist](#) a qualifié de « 90 % economy ». En tout état de cause, avec la remise en cause de la mondialisation, les dysfonctionnements monétaires probables (qu'il s'agisse d'un approfondissement de la déflation ou d'une reprise de l'inflation), l'appauvrissement des ménages du fait du chômage et l'éventualité d'une crise financière de grande ampleur, la croissance potentielle devrait partout diminuer.

Mais elle risque de le faire bien plus encore et plus longtemps en France dont l'économie souffre de toutes sortes de rigidités persistantes en dépit des efforts récemment entrepris pour les atténuer.

Outre ce qui se voit, il faut aussi tenir compte de ce qui ne se voit pas et qui pourrait plomber notre croissance future dans la mesure où la pandémie devrait accentuer toutes les fractures caractéristiques de notre société où le sort des jeunes générations est désormais rien moins qu'enviable.

Le seul côté positif de la crise sanitaire est d'avoir donné un coup d'accélérateur décisif à des processus porteurs de considérables gains de productivité comme le télétravail, le téléenseignement et plus généralement la numérisation des activités

L' impossible arbitrage

Comme l'a déclaré [Edouard Philippe](#) devant la commission l'enquête de l'Assemblée Nationale :

« Confiner trop longtemps, c'est l'effondrement du pays et déconfiner trop vite, c'est le redémarrage de l'épidémie ».

Cette réflexion garde sa pertinence face à la deuxième vague. Elle rappelle que le traitement de questions aussi difficiles que celles que pose la pandémie requiert une série d'arbitrages très délicats. Or la France est particulièrement mal équipée pour les mettre en œuvre de manière efficace.

Notre administration obèse est ankylosée par la multiplication irrationnelle d'échelons hiérarchiques et l'absence d'un management digne de ce nom. La gestion de l'épidémie a révélé ses défaillances, sur les masques d'abord, les tests ensuite, sans oublier le fiasco de l'application Stop-Covid.

Victime du syndrome « un problème, une loi » notre pays est aussi étouffé par la prolifération de normes à l'application incertaine. Confronté aux défaillances de ses instances de socialisation, il subit une crise de l'autorité de l'État en particulier et de ses institutions en général.

Dans ces conditions la défiance est partout et la décentralisation, qui permet à l'Allemagne de mieux s'en sortir, reste un leurre.

Pour mieux affronter les crises de l'avenir qui ne manqueront pas de survenir, on voit ce que sont les réformes à entreprendre... Elles vont toutes dans le même sens : recentrer l'État sur ses missions vitales alors qu'il disperse ses forces et nos moyens dans des interventions économiques qui paralysent les initiatives.

« Quoi qu'on fasse ... »

Face à une pandémie comme celle qui sévit actuellement toute stratégie a ses coûts et ses avantages. Tout dépend en définitive de ce qu'une communauté est prête à payer pour éviter une mort supplémentaire au sein du groupe de ceux qui pour leur malheur se retrouvent à l'hôpital.

Manifestement quelques-uns ont décidé pour nous que ce prix n'avait pas d'importance, aussi élevé soit-il. Entre le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron et « [le bilan va s'alourdir quoi qu'on fasse](#) » d'Olivier Veran on mesure l'ampleur des difficultés auxquelles notre économie est aujourd'hui dramatiquement confrontée et le sera demain davantage encore.



EXPOSÉ : La corruption profonde de Biden

Jim Rickards 27 octobre 2020



J'essaie de limiter mon analyse aux marchés tout en laissant la politique de côté, mais parfois je n'ai pas d'autre choix que de me concentrer sur la politique. C'est l'un de ces moments.

Leur impact potentiel sur les marchés est tout simplement trop important pour qu'on l'ignore.

Malgré le black-out des médias et la censure des médias sociaux, la plupart des Américains ont maintenant entendu parler des scandales de la famille Biden impliquant la Chine, la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan (des scandales impliquant d'autres pays pourraient surgir dans la semaine précédant les élections).

Le schéma de base est simple. Alors que Joe Biden était vice-président, et après avoir quitté ses fonctions, son fils, Hunter Biden, en collaboration avec plusieurs partenaires, dont Dennis Archer, Tony Bobulinski et d'autres, a contacté des oligarques et des partis ayant des liens avec le Parti communiste chinois pour structurer des accords.

Ces transactions ont impliqué des millions de dollars de paiements aux membres de la famille Biden en échange de réunions à la Maison Blanche et de faveurs gouvernementales de la part de Joe Biden.

Les paiements ont été déguisés en "honoraires de conseil", "frais de gestion" et "honoraires d'administrateur", mais peu ou pas de travail n'a été effectué, et l'expertise dans les domaines nécessaires faisait totalement défaut à Hunter Biden.

L'argent a été divisé, et une part a été versée à Joe Biden. Il n'a pas reçu l'argent directement. Il était plutôt versé aux frères de Hunter et de Joe, Frank et Jim, par l'intermédiaire de sociétés écrans, qui pouvaient ensuite l'acheminer vers Joe par des canaux moins suspects ou simplement lui acheter des maisons ou d'autres équipements en tant que "part".

Pas de "désinformation russe".

Ces allégations ne sont pas fondées sur de simples soupçons ou déductions. Le portable de Hunter Biden contient des milliers de courriels et de photographies qui confirment l'histoire.

Le directeur du renseignement national a confirmé que l'ordinateur portable n'est pas de la désinformation russe. Le FBI a confirmé qu'il mène une enquête sur le blanchiment d'argent en utilisant les informations contenues dans l'ordinateur portable.

Maintenant, Bobulinski a apporté un témoignage direct sur sa rencontre en personne avec Joe Biden. Il a rencontré le FBI et lui a remis trois téléphones portables avec des milliers d'autres e-mails.

Bobulinski a également confirmé qu'un message électronique portant son nom et trouvé sur l'ordinateur portable de Hunter Biden est authentique. D'autres informations sont en cours de divulgation par d'anciens associés de Biden autres que Bobulinski.

Les premières fuites d'informations se sont transformées en un déluge. Normalement, cela devrait soit disqualifier un candidat à la présidence, soit assurer sa défaite. Mais, en raison du black-out médiatique pro-Biden, il n'est pas clair si suffisamment d'Américains en ont entendu parler ou si suffisamment de gens s'en soucient.

Biden est simplement le candidat anti-Trump, et les opposants à Trump voteraient pour quiconque s'opposerait à lui. Biden est presque un incident.

Pourquoi les scandales éclatent

L'un des problèmes des scandales politiques américains est qu'ils sont si techniques et compliqués que leurs auteurs peuvent créer un brouillard autour de la question, que les médias peuvent choisir de ne pas faire leur travail et que l'on peut difficilement reprocher au peuple américain de se désintéresser après un an ou deux d'absence de responsabilité.

Lorsque les scandales surviennent dans des bureaucraties comme le FBI ou la CIA, la piste de la responsabilité est encore plus difficile parce que les acteurs ont des titres administratifs dans des organisations complexes qu'aucune personne normale ne peut raisonnablement comprendre.

Si l'on ajoute les retards, les pertes de mémoire, les documents classifiés (qui ne le sont que pour dissimuler une trace écrite) et le jargon bureaucratique, il n'est pas étonnant que les enquêteurs soient bloqués et que les citoyens renoncent à aller au fond des choses.

Le plus grand perdant est le pays lui-même, car une fois que les escrocs se rendent compte qu'ils peuvent s'en tirer à bon compte, ils reprennent leurs vieilles ruses en un rien de temps.

Le scandale de la famille Biden présente toutes ces caractéristiques. Les transactions illégales se perdent dans un labyrinthe de sociétés holding, de filiales spécialisées et de livres et registres tenus dans des endroits comme les îles Caïmans et Macao.

Les faveurs politiques sont compliquées (approbation des acquisitions chinoises de technologies américaines sensibles en désactivant les filtres de sécurité nationale comme le Comité sur les investissements étrangers aux États-Unis), et l'argent ne va jamais directement à Joe Biden (il est filtré par des agents de sécurité et des intermédiaires comme son fils Hunter et ses frères Frank et Jim).

Nous verrons si le scandale de corruption de Biden prend de l'ampleur ou affecte les élections. Mais avant que tout le scandale ne se perde dans la machine à camoufler de Washington, un article du Wall Street Journal en expose toutes les implications.

Il est signé par Kimberley Strassel. Elle expose ce qui est connu et vérifié et relie les points qui s'étendent de l'Ukraine à la Chine. C'est une affaire dévastatrice.

Si Biden perd les élections, il pourrait être poursuivi au pénal pour cette opération internationale d'extorsion. Si Biden gagne l'élection, il pourra peut-être faire échouer l'enquête, mais la sécurité nationale des États-Unis sera compromise par tous ses accords de coulisses avec la Chine. En conséquence, la Chine pourra faire chanter Biden et sa famille en publiant des courriels, des photos et des vidéos supplémentaires.

C'est un triste jour pour l'Amérique quand le service public est aussi corrompu. Nous pourrions peut-être ou non mettre fin à cette conduite répréhensible à l'avenir. Quoi qu'il en soit, nous nous devons de comprendre autant que nous le pouvons aujourd'hui.

Mais cela affectera-t-il réellement les élections ?

N'écoutez pas Wall Street

Mon modèle de prédiction des élections comporte de nombreux facteurs avec des pondérations différentes. Je le mets constamment à jour pour ajouter ou supprimer certains facteurs ou modifier les pondérations en fonction de l'évolution des circonstances. J'intègre également d'autres modèles dans mes modèles à condition qu'ils apportent une valeur ajoutée.

Un facteur sur lequel je me suis toujours appuyé est le sentiment de Wall Street. Est-ce parce que Wall Street est vraiment bon pour les prévisions ? Non ! Bien au contraire.

Les prévisions de Wall Street sont parmi les pires au monde. Ils n'ont pas vu venir le krach de 2008. Ils n'ont pas vu venir le krach de 2020. Leur capacité de prévision est particulièrement mauvaise lorsqu'il s'agit de politique.

Vous vous souvenez de gourous comme Paul Elliott et de la foule des hedge funds qui étaient sûrs que Mitt Romney gagnerait en 2012 ? Le fait est que Wall Street est bon pour faire de l'argent (pour eux-mêmes), mais ils ne comprennent pas la politique ou les Américains ordinaires.

En gros, ce que je fais, c'est comprendre ce que Wall Street pense et ensuite faire le contraire. Le jour de l'élection, les investisseurs se préparent à la victoire de Biden en pariant sur des actions qui sont censées bénéficier des politiques de Biden, notamment les énergies alternatives (The Green New Deal) et le cannabis.

Les dernières cotes des paris (un lieu où les habitants de Wall Street sont des participants actifs) montrent que Biden a 65,8% de chances de gagner contre 34,2% pour Trump.

Mes modèles montrent que Trump va gagner, mais ce sera serré, et il est impossible d'exclure une victoire de Biden.

Néanmoins, il n'est pas prudent de faire de gros paris avec votre portefeuille d'une manière ou d'une autre. La meilleure approche, pour l'instant, consiste à réduire l'exposition aux actions, à augmenter les liquidités (ce qui réduit la volatilité) et à allouer 10 % de vos actifs investissables à l'or, qui se comportera bien quel que soit le gagnant.

En attendant, attachez-vous. Les prochaines semaines (ou les prochains mois) vont être mouvementées.

La politique monétaire, congélateur de l'évolution

rédigé par [Bruno Bertez](#) 28 octobre 2020

Au motif de soutenir la croissance, la politique monétaire actuelle supprime la rentabilité, étouffe l'épargne, dissimule le risque... et, au final, empêche l'économie de tourner.



Les valorisations des actifs financiers sont entièrement dominées par la politique monétaire – et cette dernière fonctionne comme un congélateur.

Elle supprime [la rentabilité/récompense de l'épargne](#), met le coût du crédit à zéro, soutient les prix de tous les actifs financiers de proche en proche et, finalement, elle nie le risque/l'incertitude en les prenant entièrement à sa charge.

D'une certaine façon, la politique financière nie le mouvement, elle nie et rejette le mouvement de l'Histoire. Elle impose l'éternité bourgeoise, positive, aux forces de la dialectique et aux conflits du positif et du négatif. La politique monétaire s'analyse comme une tentative démiurgique d'arrêter le cours du temps.

Les marchés n'ont ni culture ni mémoire, ils sont incapables de s'élever et de considérer le mouvement de l'Histoire, ils vivent dans une sorte de présentisme.

Faute de connaître l'Histoire, ils pourraient au moins connaître la géographie et constater que [partout cela bouge](#) : il y a des guerres, des faillites, des déclin, des dislocations...

Rien n'y fait, cela n'intéresse, ne retient l'attention de personne.

[Aveuglés par les œillères monétaires](#)

Les œillères monétaires sont larges et puissantes ; elles sont faites pour que rien ne soit vu.

Nous sommes en train de changer de système monétaire et même de système économique... et personne ne s'en aperçoit. Le monde a le nez collé sur les compteurs des robinets qui déversent la nouvelle fausse monnaie.

Pour les actifs cotés sur les marchés, tout se passe donc comme s'ils étaient suspendus dans les airs, sous cloche, protégés de tout. Cela justifie le commentaire des gourous : *tout est « pricé », valorisé pour la perfection – priced to perfection.*

La cloche de verre de la politique monétaire protège la sphère financière et lui permet d'évoluer dans un monde imaginaire parfait dans lequel la pénalité infligée au futur est nulle, les ressources sont infinies et le risque totalement couvert par le Centre du monde, [le couple gouvernement/banque centrale](#).

Présenté autrement, je suggère que ceci équivaut à une sorte d'hypothèse que personne ne formule : « toujours cela va durer comme cela, toujours nous allons pouvoir continuer sur un perpétuel haut plateau protégé de tout », et par conséquent cette hypothèse c'est l'hypothèse qui prétend que l'Histoire s'est arrêtée ! Depuis les années 90 nous vivons, nous crevons du mythe de la fin de l'Histoire !

Ô Temps, suspends ton vol

Le comble, c'est que cette hypothèse s'enracine précisément au moment où l'Histoire se remet en marche avec ses multiples fractures, ses ruptures, ses failles politiques, économiques, sociales, géopolitiques et maintenant sanitaires !

La remise en marche de l'Histoire provoque chez les classes dirigeantes une sorte de réflexe de « je n'en veux rien savoir, ô temps suspends ton vol », gelons tout, repoussons tout le négatif hors de notre vue.

C'est une attitude magique, infantile. Elle refuse la destruction de ce qui est dépassé, mort, rigidifié.

Le monde est en marche. Le champ sur lequel les forces du passé et du futur s'affrontent, ce champ qui devrait être le marché financier avec sa capacité d'anticipation, eh bien ce champ est pétrifié, gelé, incapable d'accomplir sa fonction. Sur ce champ, il n'y a plus libre confrontation des visions contradictoires de l'avenir.

Le marché financier est le reflet du mal qui va engloutir le système : la perte de la capacité à anticiper, à préparer, à s'adapter.

La crise future, dans son essence profonde, sera une crise de l'adaptation, une crise de la pensée bourgeoise qui refuse que la loi du monde, ce soit le mouvement.